



# Adaptation à un climat en évolution

Importance de la connaissance  
du changement climatique

Par Edson Ntodwa, Rorisang Lekalake et Matthias Krönke

Document de Politique No. 97 d'Afrobarometer | Novembre 2025

## Résumé

Les scientifiques continuent de lancer de pressantes alertes concernant l'accélération du changement climatique, chaque année apportant de nouvelles preuves de ses effets dévastateurs à l'échelle mondiale (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, 2023a ; NASA, 2024). Ces dernières années, le continent africain a connu des phénomènes météorologiques extrêmes sans précédent qui soulignent l'urgence de la crise climatique, du cyclone tropical Freddy et de la grave sécheresse en Afrique australe aux vagues de chaleur record et aux inondations catastrophiques au Sahel (Barnes et al., 2024 ; Pinto et al., 2024).

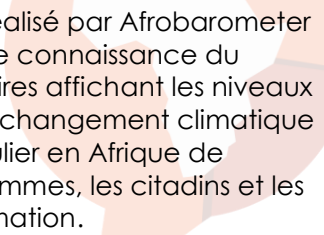
Pourtant, le contexte politique mondial en matière d'action climatique est devenu plus difficile. Les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, dont les Etats-Unis, ont fait marche arrière sur leurs engagements climatiques, menaçant ainsi de compromettre les accords internationaux sur le climat et les politiques climatiques nationales (Dolphin, 2025). Dans le même temps, les dirigeants africains exigent davantage de soutien financier pour mettre en œuvre des projets d'énergie verte, mais sont divisés sur le rythme auquel leurs pays devraient passer aux énergies vertes (Chime, 2025 ; FSD Africa 2025). D'un côté, l'Ethiopie, le Kenya, l'Egypte et l'Afrique du Sud ont réalisé des progrès significatifs vers l'adoption de sources d'énergie renouvelables. De l'autre, les pays disposant d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel (par exemple le Nigéria et le Sénégal) sont plus réticents à s'engager dans la transition vers les énergies vertes et la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Kimeu, 2023; Climate Investment Funds, 2025).

Dans ce contexte évolutif, il apparaît plus crucial que jamais de comprendre l'opinion publique sur le changement climatique. La coopération internationale demeurant difficile, le soutien national à l'action climatique dépend de plus en plus de la maîtrise qu'ont les citoyens des enjeux, de leur expérience, de leur adaptation au changement climatique et des politiques qu'ils soutiennent. Cela est particulièrement urgent pour les pays africains, qui subissent des impacts climatiques disproportionnés malgré leur contribution minimale aux émissions mondiales (Notre Dame Global Adaptation Initiative, 2023).

Si la lutte contre le changement climatique est essentielle à l'échelle mondiale, l'adaptation est le premier défi à relever en Afrique. Prenons l'exemple du secteur agricole du continent : 80% environ des agriculteurs d'Afrique subsaharienne sont des petits exploitants qui cultivent des denrées alimentaires de base à faible rendement sur de petites parcelles, avec un recours minimal aux intrants et aux technologies (Oyewole, 2022). Ces exploitations contribuent relativement peu aux émissions de CO<sub>2</sub> par tête d'habitant. Mais elles sont fortement dépendantes de l'eau de pluie et des aléas climatiques ; des précipitations moins prévisibles affectent gravement les rendements et, par conséquent, les moyens de subsistance de ces agriculteurs (Oyewole, 2022 ; Lemarpe et al., 2022).

De plus, l'urbanisation rapide du continent entraîne la multiplication des quartiers informels dans les plaines inondables et sur les versants escarpés et instables, exposant ainsi leurs habitants aux inondations, aux ondes de tempête et aux glissements de terrain. De même, les zones urbaines dépourvues d'espaces verts sont nettement plus chaudes que les zones rurales environnantes, ce qui augmente le risque de maladies liées à la chaleur.

L'adaptation aux incidences négatives du changement climatique nécessite à la fois l'action gouvernementale et tout le soutien des citoyens. En évaluant les niveaux de connaissance du public sur le changement climatique, l'expérience vécue du changement climatique et les préférences politiques, les gouvernements, les organisations de la société civile et les militants de la cause climatique peuvent concevoir des interventions efficaces, cibler leurs stratégies de communication et renforcer la volonté politique nécessaire à la mise en place de politiques climatiques ambitieuses à travers le continent. La compréhension de la position des citoyens sur ces questions est essentielle pour transformer la connaissance du changement climatique en actions significatives et transformatrices, en particulier en matière d'adaptation au changement climatique.



Les résultats du dernier round d'enquêtes sur les opinions publiques réalisé par Afrobarometer dans 38 pays africains montrent que les niveaux de conscience et de connaissance du changement climatique varient considérablement, les nations insulaires affichant les niveaux de compréhension les plus élevés. Fait essentiel, la connaissance du changement climatique s'est améliorée dans de nombreux pays depuis 2016/2018, en particulier en Afrique de l'Ouest. Ces taux ont tendance à être davantage élevés chez les hommes, les citoyens et les citoyens plus aisés, plus éduqués et ayant un meilleur accès à l'information.

Nous constatons également que les retombées du changement climatique se font largement sentir à travers le continent, la sécheresse et les mauvaises récoltes en étant les effets les plus fréquemment signalés. La plupart des citoyens qui sont informés sur le changement climatique affirment que celui-ci détériore les conditions de vie dans leur pays. En conséquence, une grande partie de la population s'est adaptée en changeant de source d'approvisionnement en eau ou en réduisant sa consommation d'eau, en réduisant ou en ajustant les heures de travail à l'extérieur et/ou en modifiant ses pratiques agricoles et alimentaires, les communautés rurales, les plus pauvres et agricoles étant particulièrement susceptibles de s'engager dans des stratégies d'adaptation.

Il importe de noter que les Africains manifestent un soutien massif en faveur de la lutte contre le changement climatique. Si les citoyens informés sur le changement climatique estiment dans leur grande majorité que les pays riches et développés devraient prendre des mesures immédiates et aider les nations plus pauvres, ils souhaiteraient également que leurs propres gouvernements prennent des mesures proactives, telles que des investissements dans les infrastructures et l'adoption de politiques visant à atténuer le changement climatique, quel qu'en soit le coût. La responsabilité première de la lutte contre le changement climatique est le plus souvent attribuée aux gouvernements nationaux, même si l'on observe depuis quelques années une tendance notable à tenir les nations riches pour responsables.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les appréciations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain).

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face à face dans la langue choisie par les répondants, ce qui permet d'obtenir des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 38 pays repose sur 50.961 entretiens. Les données sont pondérées afin de garantir la représentativité nationale des échantillons. Pour les moyennes couvrant plusieurs pays, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à leur population).

## Résultats clés

### **Conscience et compréhension du changement climatique :**

- En moyenne à travers 38 pays, plus de la moitié (56%) des citoyens déclarent avoir entendu parler du changement climatique. Le niveau de conscience varie de 27% au Nigéria à 91% aux Seychelles.
- Plus de quatre Africains sur 10 (43%) sont « informés sur le changement climatique », ce qui signifie qu'ils ont entendu parler du changement climatique et reconnaissent qu'il est au moins en partie causé par l'activité humaine.

- La connaissance du changement climatique s'est légèrement accrue entre 2016/2018 et 2024/2025. Elle est plus élevée chez les hommes et les citoyens et s'accroît avec le niveau de richesse, d'éducation et de consommation d'informations.



#### **Expérience du changement climatique :**

- La sécheresse et les mauvaises récoltes sont au premier rang des menaces climatiques les plus largement ressenties, la moitié des répondants déclarant que ces phénomènes sont devenus « quelque peu plus » ou « beaucoup plus » graves dans leur région au cours de la dernière décennie. La hausse signalée de la gravité des inondations est moins importante, à 35%.
- Huit répondants sur 10 informés sur le changement climatique (80%) affirment que le changement climatique rend la vie « quelque peu » ou « beaucoup » plus difficile dans leur pays.

#### **Adaptation au changement climatique :**

- Quelques trois répondants sur 10 déclarent qu'en raison des changements météorologiques, eux-mêmes ou leur famille ont dû modifier leur consommation d'eau (34%), leurs habitudes de travail à l'extérieur (31%) et/ou leurs pratiques agricoles ou alimentaires (28%). Deux répondants sur 10 ont dû modifier leurs pratiques d'élevage (20%) et/ou déménager (19%).
- Dans l'ensemble, 60% des répondants déclarent avoir entrepris au moins l'une de ces cinq mesures d'adaptation, dont 38% qui en ont entrepris deux ou plus.
- Les répondants ruraux, plus pauvres et moins instruits sont plus susceptibles d'entreprendre au moins l'une des cinq mesures d'adaptation aux changements météorologiques, tout comme les personnes travaillant dans le secteur agricole.

#### **Soutien aux mesures d'atténuation et de lutte contre le changement climatique :**

- Les Africains informés sur le changement climatique attribuent la responsabilité première de la lutte contre ce menace à leur propre gouvernement (37%), aux pays riches ou développés (26%), aux citoyens ordinaires (20%) et aux entreprises/industries (11%). La conviction que les pays développés devraient mener la lutte contre le changement climatique semble gagner du terrain.
- Tout en encourageant fortement leurs propres gouvernements à prendre des mesures proactives (73%), une grande majorité des répondants informés sur le changement climatique exigent des pays développés qu'ils prennent des mesures immédiates pour lutter contre le changement climatique (83%) et qu'ils aident les pays pauvres (85%).
- Les Africains soutiennent fortement l'action climatique des gouvernements par le biais d'investissements dans les infrastructures (81%) et de pressions sur les pays riches pour qu'ils apportent une aide climatique (78%), avec un soutien modéré à l'interdiction de couper des arbres pour en faire du combustible (51%) et à l'obligation d'utiliser des fourneaux écologiques (47%).

### **De la conscience du changement climatique**

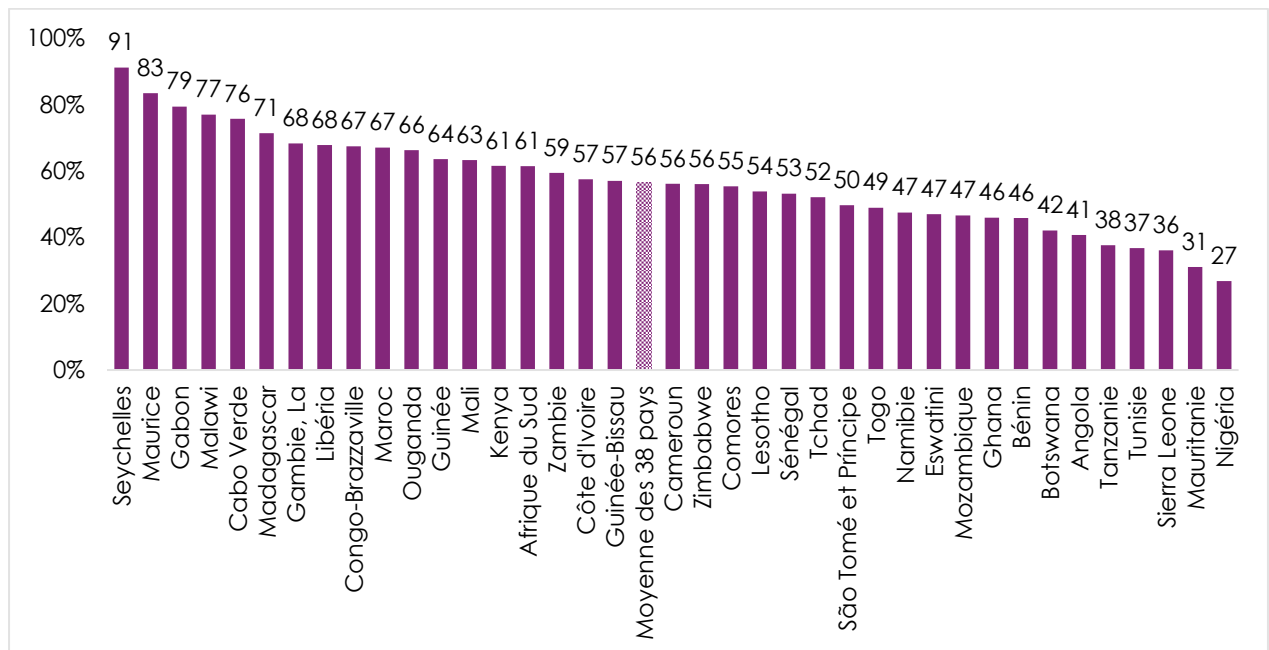
Il est essentiel de comprendre la conscience publique et les perceptions des causes du changement climatique pour élaborer des politiques efficaces. Mesurer la familiarité de base avec le terme « changement climatique » montre à quel point la discussion et la sensibilisation au climat se sont répandues à travers le continent, tout en révélant les

contextes ou les groupes où des efforts ciblés peuvent être nécessaires pour atteindre une conscience fondamentale.

En moyenne à travers 38 pays, plus de la moitié (56%) des citoyens déclarent avoir entendu parler du changement climatique (Figure 1). Les niveaux de conscience sont les plus élevés aux Seychelles (91%), devant Maurice (83%), le Gabon (79%), le Malawi (77%) et le Cabo Verde (76%). Cependant, moins d'un tiers des citoyens en Mauritanie (31%) et au Nigéria (27%) en ont entendu parler.

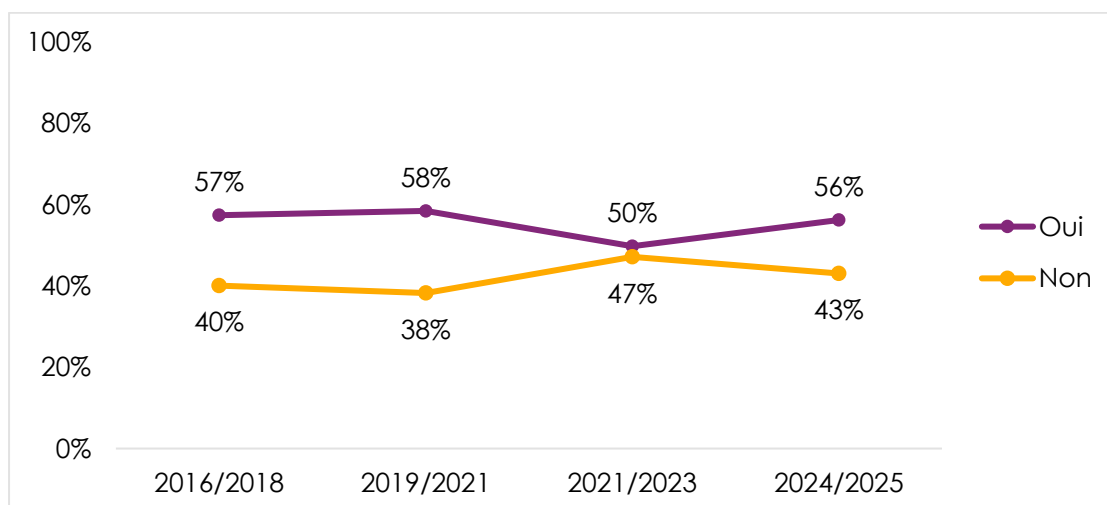
Afrobarometer mesure la conscience du changement climatique en Afrique depuis 2016/2018. En moyenne à travers les 29 pays sondés lors de toutes les enquêtes menées au cours de cette période, la conscience du changement climatique est restée relativement stable, oscillant autour de 57%, exception faite d'une baisse à 50% en 2021/2023 (Figure 2).

**Figure 1 : Conscience du changement climatique (%) | 38 pays | 2024/2025**



**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler du changement climatique, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ?

**Figure 2 : Conscience du changement climatique | 29 pays | 2016-2025**



**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler du changement climatique, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ?

## Vers une meilleure connaissance du changement climatique

Si la mesure de la conscience publique du changement climatique constitue une source d'informations de référence importante, la conscience seule ne permet pas d'appréhender toute la profondeur de la compréhension publique nécessaire pour mener à bien des actions en faveur du climat. Des travaux antérieurs réalisés par Afrobarometer auprès des populations africaines ont établi cette distinction cruciale : Les personnes conscientes du changement climatique ne sont pas nécessairement informées sur le sujet (Selormey, Dome, Osse, & Logan, 2019).

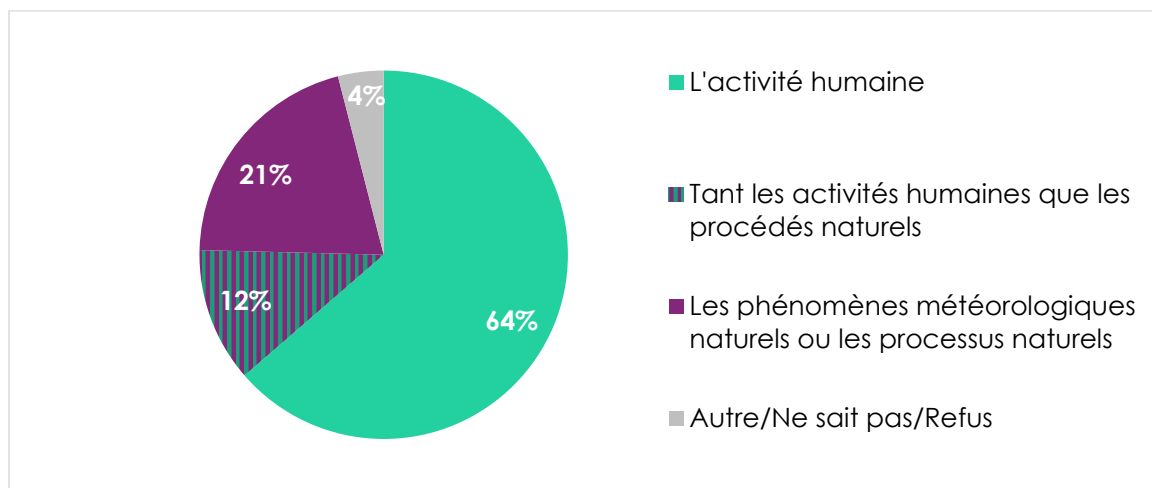
Cette distinction est importante car les répondants peuvent être conscients du changement climatique sans comprendre qu'il est causé par l'activité humaine. Sans cette compréhension, l'évolution du niveau de conscience peut refléter des expériences récentes de conditions météorologiques extrêmes plutôt que des améliorations en termes de connaissances permettant aux individus de prendre des décisions éclairées et des mesures susceptibles de réduire les risques liés au changement climatique pour eux-mêmes, leurs familles, leurs communautés et leurs entreprises (Simpson, 2024 ; Torsu & Krönke, 2023).

Il sera probablement essentiel d'améliorer les connaissances du public africain en matière de changement climatique pour façonner son opinion sur les interventions climatiques telles que la réduction des émissions ou les politiques d'atténuation coûteuses, et pour motiver à la fois l'engagement citoyen et l'action gouvernementale en réponse à cette menace croissante (Simpson et al., 2021).

Afin d'évaluer le niveau de connaissance de base des répondants en matière de changement climatique, Afrobarometer a demandé à ceux qui avaient déjà entendu parler du changement climatique quelle en était selon eux la cause principale, en leur proposant des réponses distinguant les activités humaines des processus naturels.

En moyenne, parmi ceux qui sont conscients du changement climatique, près des deux tiers (64%) citent « l'activité humaine » (déforestation, combustion de fossiles et autres activités polluantes), tandis que 21% attribuent le changement climatique à « des phénomènes météorologiques naturels ou des processus naturels ». Environ une personne sur huit (12%) en attribuent la responsabilité à la fois à l'activité humaine et aux processus naturels (Figure 3). (Voir la ventilation par pays à l'annexe, Figure A.1.)

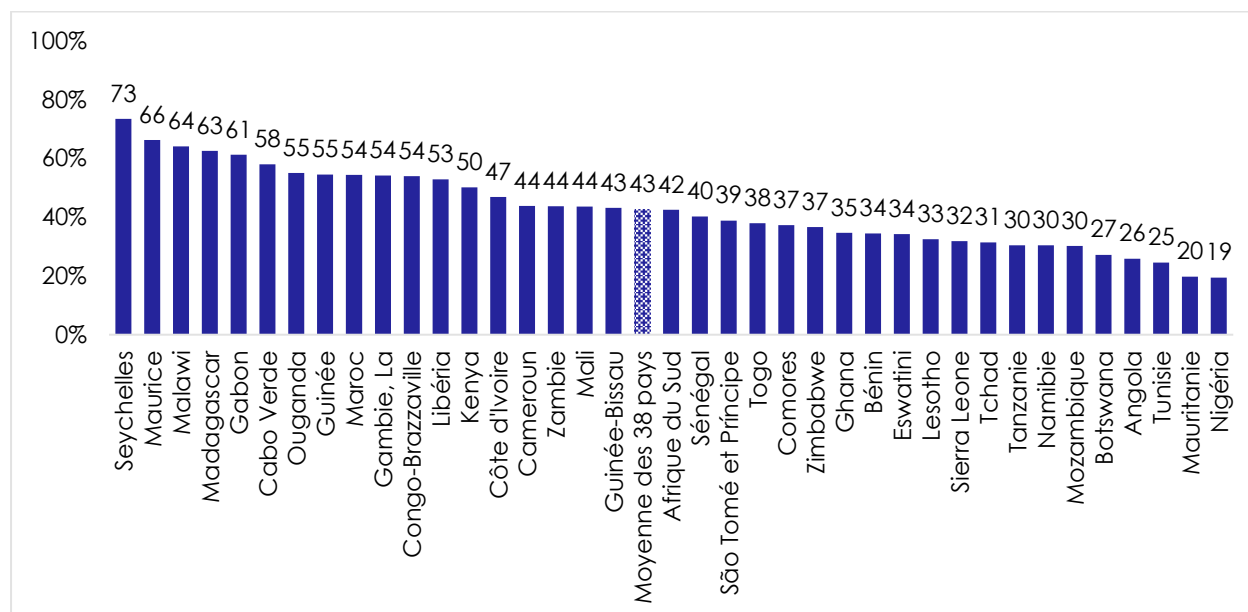
**Figure 3 : Principale cause du changement climatique | 38 pays | 2024/2025**



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler du changement climatique :** Les gens ont différentes opinions de ce qui est à la base du changement climatique. Et selon vous, laquelle des choses suivantes est la principale cause du changement climatique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu pour vous prononcer : L'activité humaine, comme l'abattage des forêts, ou la combustion de carburants et d'autres activités qui polluent l'atmosphère ? Les phénomènes météorologiques naturels ou les processus naturels ? (Les répondants qui ne sont pas au courant du changement climatique sont exclus.)

Sur la base des deux questions ci-dessus, nous avons élaboré une mesure plus restrictive de la connaissance du changement climatique. Les répondants sont considérés comme « informés sur le changement climatique » s'ils sont conscients du changement climatique et qu'ils affirment que celui-ci est causé par « l'activité humaine » ou par « l'activité humaine et les processus naturels ».<sup>1</sup> Tous les autres répondants sont considérés comme non informés sur le changement climatique. Le passage de la prise de conscience du changement climatique à la connaissance du changement climatique révèle l'ampleur des efforts d'éducation et d'engagement qui restent à fournir. En moyenne, 43% de l'ensemble des répondants à travers les 38 pays sondés en 2024/2025 sont informés sur le changement climatique (Figure 4).<sup>2</sup> Ces niveaux varient considérablement d'un pays à l'autre, de 19% des répondants au Nigéria à trois quarts (73%) aux Seychelles, l'un des quatre pays insulaires figurant parmi les six premiers.

**Figure 4 : Informés sur le changement climatique | 38 pays | 2024/2025**



La figure montre le pourcentage de tous les répondants dans chaque pays qui sont « informés sur le changement climatique », c'est-à-dire qui ont non seulement entendu parler du changement climatique, mais qui savent également que l'activité humaine y contribue.

Comme le montre la Figure 5, la connaissance du changement climatique s'est considérablement améliorée dans de nombreux pays entre le Round 7 (2016/2018) d'Afrobarometer – la seule autre fois où les deux questions ont été posées dans un round d'enquête – et le Round 10 (2024/2025). (Pour une ventilation par pays de la connaissance du changement climatique et de ses composantes, voir le Tableau A.2 en annexe).

A travers les 30 pays dont les données des deux rounds sont disponibles, le niveau de connaissance s'est accru en moyenne de 3 points de pourcentage. Le Libéria a connu la plus forte hausse : La proportion des répondants informés sur le changement climatique est passée de 30% à 53%. Madagascar (+18 points de pourcentage), la Gambie (+15 points) et

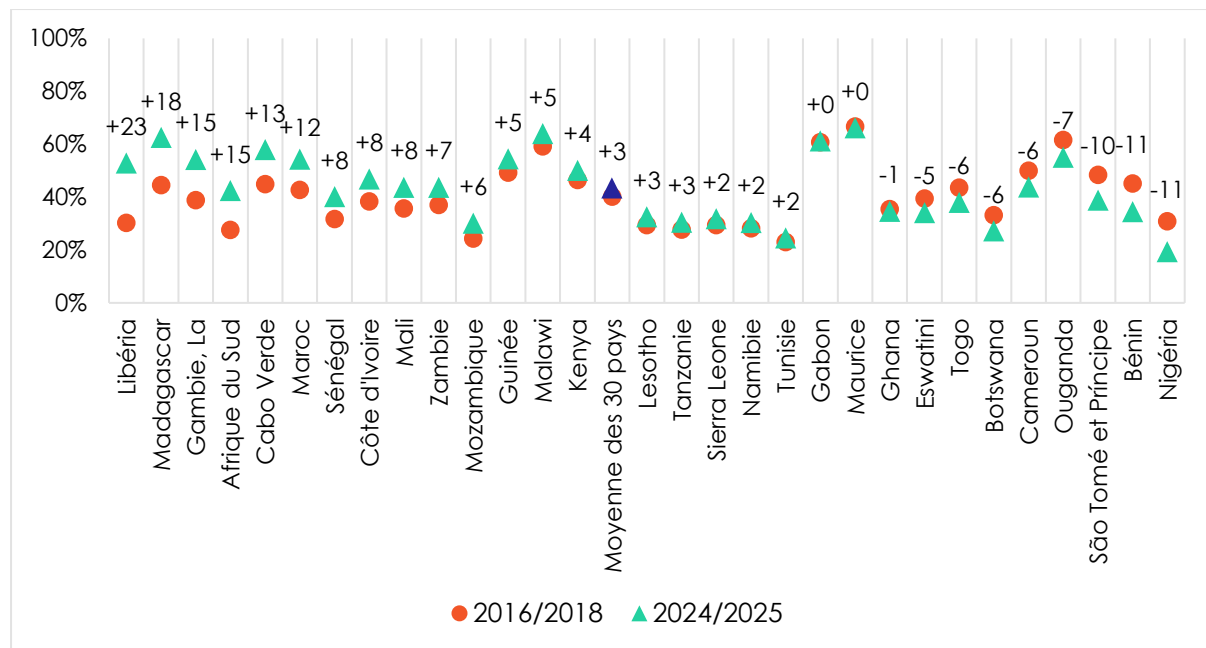
<sup>1</sup> Notre définition diffère de celle de Selormey et al. (2019), qui exigeaient également que les répondants déclarent que le changement climatique signifie « des changements négatifs dans les conditions météorologiques ». Cela reflète les changements apportés à la conception de l'enquête (la question n'a pas été posée lors du Round 10) et la reconnaissance du fait que ses effets ne sont pas toujours perçus comme négatifs, même parmi les experts (Javeline et al., 2023).

<sup>2</sup> Ces pourcentages font référence à la proportion de répondants informés sur le changement climatique parmi l'ensemble des citoyens interrogés dans un pays, et non uniquement parmi ceux qui sont conscients du changement climatique.

l'Afrique du Sud (+15 points) ont également enregistré des hausses significatives. Ces progrès substantiels reflètent probablement à la fois une véritable évolution des connaissances sur le climat et un effet de « compensation », les pays partant d'un niveau de référence plus bas (par exemple, le Libéria et l'Afrique du Sud) ayant davantage de marge de progression.

La baisse du niveau de connaissance sur le changement climatique est plus surprenante. Si une baisse de jusqu'à 6 points de pourcentage peut être attribuée, au moins en partie, à la marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage pour chaque enquête nationale, la baisse la plus marquée des connaissances en Ouganda (-7), à São Tomé-et-Príncipe (-10), au Bénin (-11) et au Nigéria (-11) nécessite une analyse supplémentaire qui dépasse le cadre du présent travail.

**Figure 5 : Informés sur le changement climatique | 30 pays\* | 2016-2025**



La figure montre le pourcentage de tous les répondants qui étaient « informés sur le changement climatique » en 2016/2018 (points orange) et en 2024/2025 (triangles verts). Les libellés indiquent la variation en points de pourcentage entre les deux rounds d'enquête.

\* Sur les 31 pays sondés aussi bien au 7<sup>e</sup> qu'au 10<sup>e</sup> round, la question sur la cause principale du changement climatique n'a pas été posée dans un seul pays (le Zimbabwe) lors du Round 7.

Au-delà des disparités observées entre les pays, il est possible de mieux cibler les efforts en matière d'éducation et de communication en identifiant les groupes qui ont une meilleure connaissance du changement climatique.

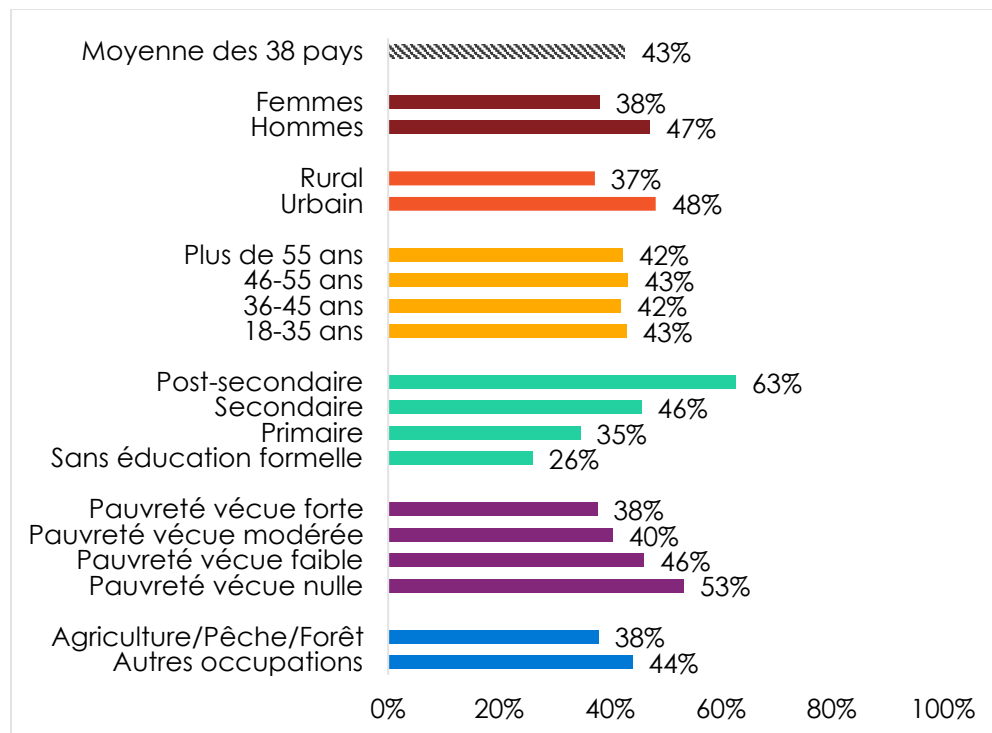
A l'instar des précédentes études, nous constatons que les hommes et les citadins ont une meilleure connaissance du changement climatique que les femmes et les ruraux, et que cette connaissance s'améliore avec le niveau de richesse<sup>3</sup> (Figure 6). En revanche, nous ne constatons aucune disparité entre les groupes d'âge, bien que le changement climatique soit souvent présenté comme un enjeu intergénérationnel. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que l'accès à l'information et les possibilités d'acquérir des connaissances sur le climat sont davantage façonnées par des facteurs socio-économiques et structurels que par les clivages générationnels.

<sup>3</sup> L'Indice de Pauvreté Vécue (LPI) d'Afrobarometer mesure le niveau de dénuement matériel des répondants en leur demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leur famille ont manqué de produits de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible pour cuisiner et de revenus en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Il convient de noter que la connaissance du changement climatique est également moins développée chez les travailleurs du secteur agricole, y compris les pêcheurs et les forestiers, que chez leurs pairs exerçant toute autre activité (38% contre 44%). Cela est particulièrement préoccupant pour les quatre répondants sur 10 qui travaillent dans ce secteur dans les zones rurales. Le manque de connaissance du changement climatique rend plus difficile la mise en œuvre de mesures transformatrices qui réduiraient leur vulnérabilité aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux autres conséquences du changement climatique. Cela témoigne de la nécessité de renforcer les programmes de sensibilisation du public dans les communautés agricoles.

Comme dans les précédentes études, l'instruction semble être le facteur démographique le plus fortement associé à la connaissance du changement climatique (Simpson et al., 2021). Presque deux tiers (63%) des répondants ayant fait des études post-secondaires sont considérés comme informés sur le changement climatique, contre seulement 26% de ceux qui n'ont pas fait d'études formelles. L'écart important en fonction du niveau d'instruction suggère que les informations sur le changement climatique ne parviennent peut-être pas aux populations moins instruites par d'autres canaux, alors que ces communautés sont souvent les plus directement touchées par les effets du changement climatique.

**Figure 6 : Informés sur le changement climatique** | par groupe démographique  
| 38 pays | 2024/2025



La figure montre le pourcentage de tous les répondants dans chaque groupe démographique qui sont « informés sur le changement climatique », c'est-à-dire qui non seulement ont entendu parler du changement climatique, mais savent également que l'activité humaine joue un rôle dans ce phénomène.

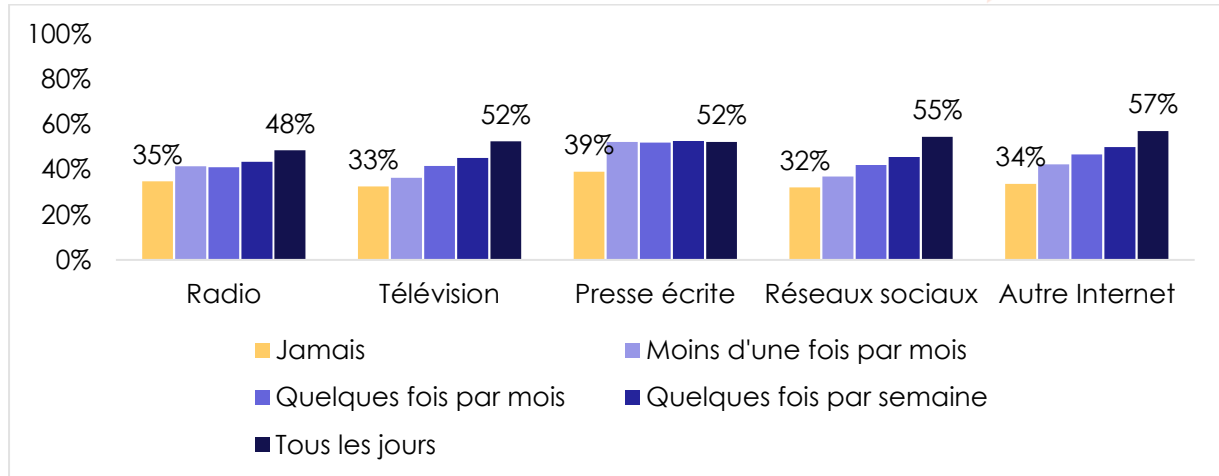
Cela soulève la question si l'exposition à diverses sources médiatiques pourrait contribuer à combler ce déficit de savoir.

Nous constatons que la consommation quotidienne d'actualités est fortement associée à la connaissance du changement climatique sur toutes les plateformes médiatiques (Figure 7). Les répondants qui accèdent quotidiennement aux actualités sont nettement plus susceptibles d'être informés dans ce domaine que ceux qui ne consomment « jamais » d'actualités à la radio (48% contre 35%), à la télévision (52% contre 33%), dans les journaux

(52% contre 39%), les réseaux sociaux (55% contre 32%) et les autres sources Internet (57% contre 34%).

Si le niveau d'instruction et la consommation médiatique sont probablement étroitement liés, un examen de ces tendances fournit des informations importantes sur les vecteurs potentiels de communication sur le climat sur le continent.

**Figure 7 : Informés sur le changement climatique | par exposition à l'information**  
| 38 pays | 2024/2025



La figure montre le pourcentage de tous les répondants qui sont « informés sur le changement climatique » en fonction de leur consommation déclarée d'actualités.

## L'expérience du changement climatique : gravité et effets

Au-delà de la prise de conscience et de la compréhension, l'expérience vécue des effets du changement climatique façonne la manière dont les communautés perçoivent la crise et y réagissent. L'Afrique subit déjà d'importantes perturbations liées au climat, allant de l'intensification des sécheresses à l'imprévisibilité des précipitations qui menacent les moyens de subsistance agricoles (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, 2023b). Afin de recueillir ces expériences, Afrobarometer a interrogé les Africains sur la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes dans leurs communautés au cours de la dernière décennie, et leur a demandé s'ils pensent que le changement climatique améliorerait ou détériorerait la vie dans leur pays.

En moyenne à travers 38 pays, environ la moitié des répondants déclarent que les sécheresses (51%) et les mauvaises récoltes (51%) sont « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves » qu'il y a 10 ans (Figure 8). En revanche, seulement 35% signalent une hausse de la gravité des inondations, tandis que 39% affirment que les inondations sont devenues « quelque peu moins » ou « beaucoup moins » graves dans leur région.

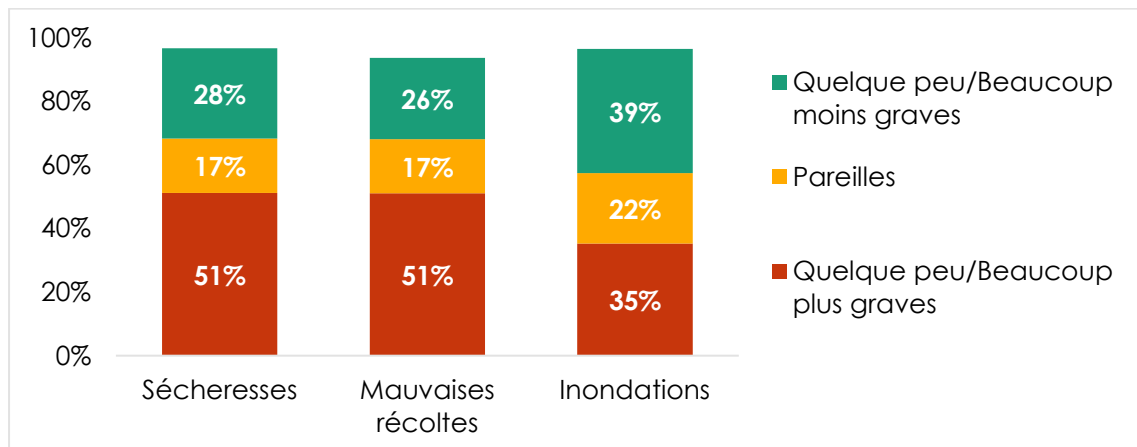
L'analyse au niveau national montre la complexité des expériences du changement climatique à travers l'Afrique, chaque pays étant confronté à des combinaisons distinctes de sécheresses, d'inondations et de mauvaises récoltes qui reflètent leurs contextes géographiques et agricoles uniques (Figure 9 ; voir le Tableau A.3 pour les résultats).

Les pays d'Afrique australe sont particulièrement susceptibles de signaler une hausse de la gravité des sécheresses au cours de la dernière décennie, notamment le Zimbabwe (94%), le Lesotho (91%), la Zambie (82%) et Madagascar (80%). Cela reflète probablement les récents cycles de sécheresse sévère que la région a connus. Une grande majorité des citoyens du Maroc (86%), de la Tunisie (77%) et du Cabo Verde (71%) signalent également une aggravation des sécheresses. En revanche, les pays d'Afrique de l'Est tels que la Tanzanie (18%) et les pays côtiers tels que les Seychelles (24%) signalent des taux moins élevés de gravité accrue des sécheresses.

Les hausses signalées dans la gravité des mauvaises récoltes sont les plus fréquentes au Zimbabwe (95%), au Lesotho (87%), au Malawi (86%) et en Zambie (85%), tandis que la Mauritanie (17%) et les Seychelles (19%) signalent des taux beaucoup plus faibles.

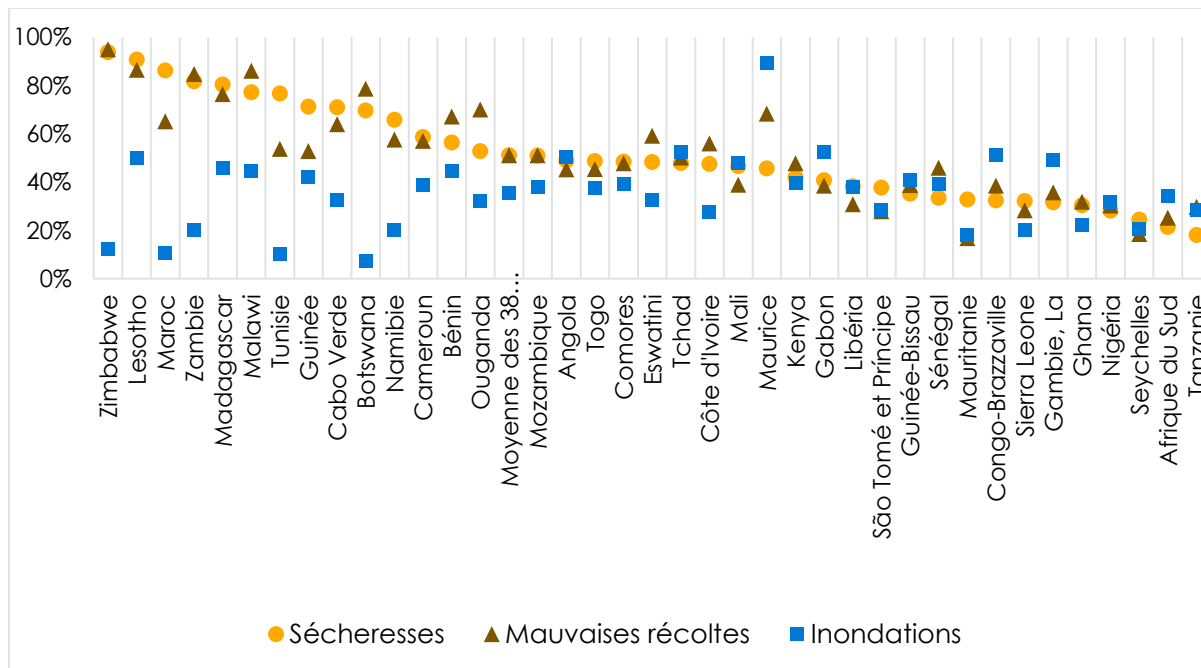
Nous constatons également des variations importantes pour ce qui est des inondations : Une majorité des répondants à Maurice (90%), au Gabon (53%), au Tchad (52%) et au Congo-Brazzaville signalent une recrudescence des inondations, tandis que le Botswana (7%), la Tunisie (10%) et le Maroc (11%) enregistrent des niveaux très faibles. Cela suggère que les inondations sont plus localisées que la sécheresse, qui touche l'ensemble du continent.

**Figure 8 : Sévérité des sécheresses, mauvaises récoltes et inondations | 38 pays | 2024/2025**



**Questions posées aux répondants :** D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ?

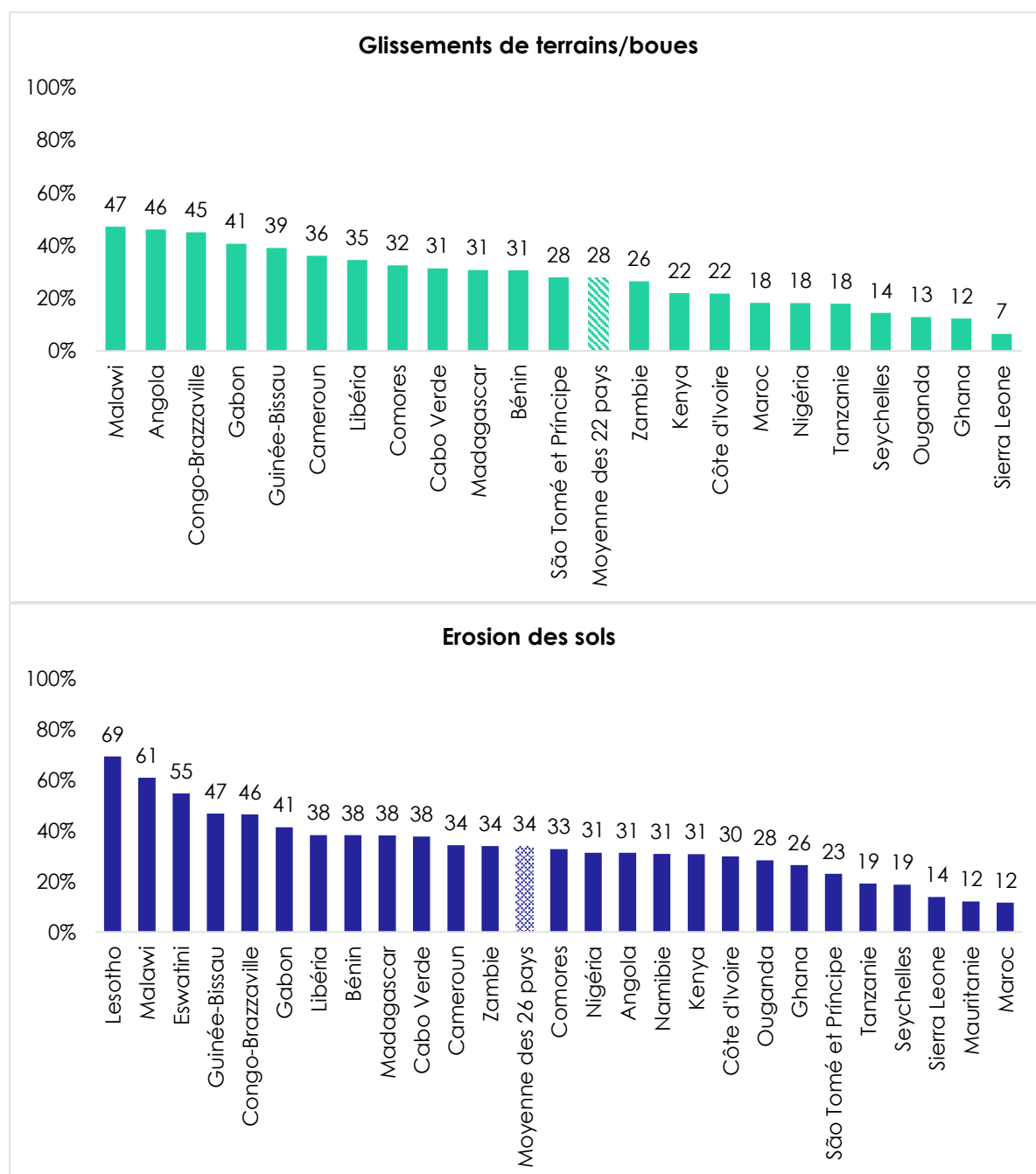
**Figure 9 : Sévérité croissante des sécheresses, mauvaises récoltes et inondations | 38 pays | 2024/2025**



**Questions posées aux répondants :** D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ? (% qui disent « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves »)

Dans un sous-ensemble de pays, nous avons également posé des questions sur deux autres impacts climatiques : les coulées de boue ou les glissements de terrain (22 pays) et l'érosion des terres ou des sols (26 pays). Bien que ces questions n'aient été posées que dans les pays où ces phénomènes sont réputés courants, nous constatons néanmoins des disparités importantes d'un pays à l'autre dans les rapports faisant état d'une gravité accrue, jusqu'à 47% au Malawi pour les glissements de terrain et jusqu'à 69% au Lesotho pour l'érosion (Figure 10).

**Figure 10 : Sévérité des glissements de terrains/boues et des érosions (%)**  
| jusqu'à 26 pays\* | 2024/2025



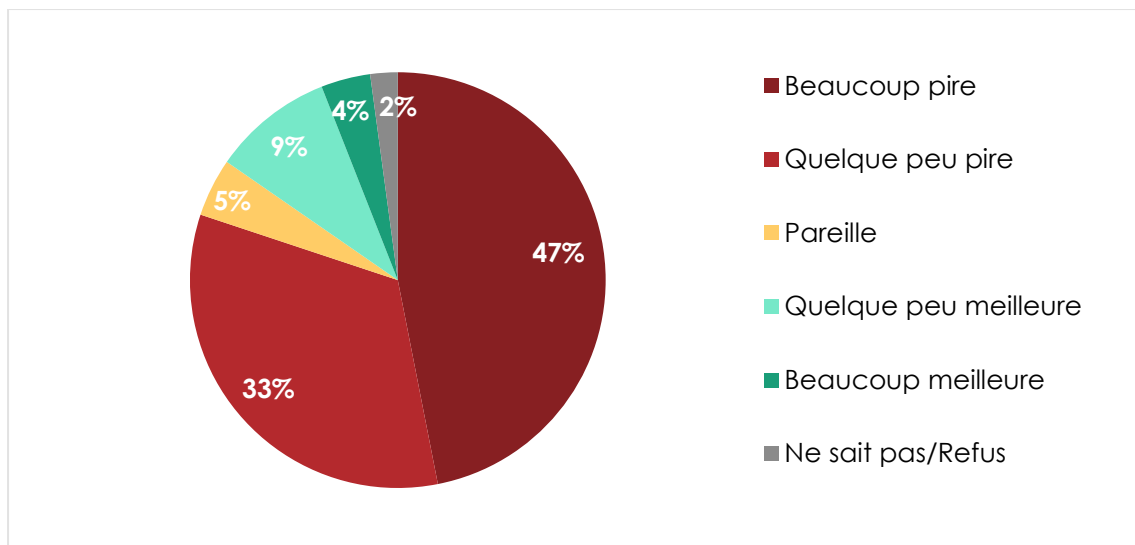
**Questions posées aux répondants :** D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils ? (% qui disent « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves »)

\* La question relative aux coulées de boue/ glissements de terrain a été posée dans 22 pays ; la question relative à l'érosion des sols a été posée dans 26 pays.

Bien qu'ils soient importants, ces cinq événements météorologiques ne reflètent pas pleinement la grande diversité des impacts climatiques sur un continent aux conditions climatiques si variées, des forêts aux déserts, des zones côtières ou insulaires aux pays enclavés. Nous avons donc également demandé aux répondants d'évaluer leur impact global sur la vie dans leur pays.

En moyenne à travers les 38 pays sondés, une grande majorité (80%) des répondants informés sur le changement climatique, c'est-à-dire ceux qui sont conscients du changement climatique et qui l'attribuent à des causes humaines, affirment que le changement climatique rend la vie « quelque peu pire » (33%) ou « beaucoup pire » (47%) (Figure 11). Seulement 13% pensent que le changement climatique améliore leur vie.

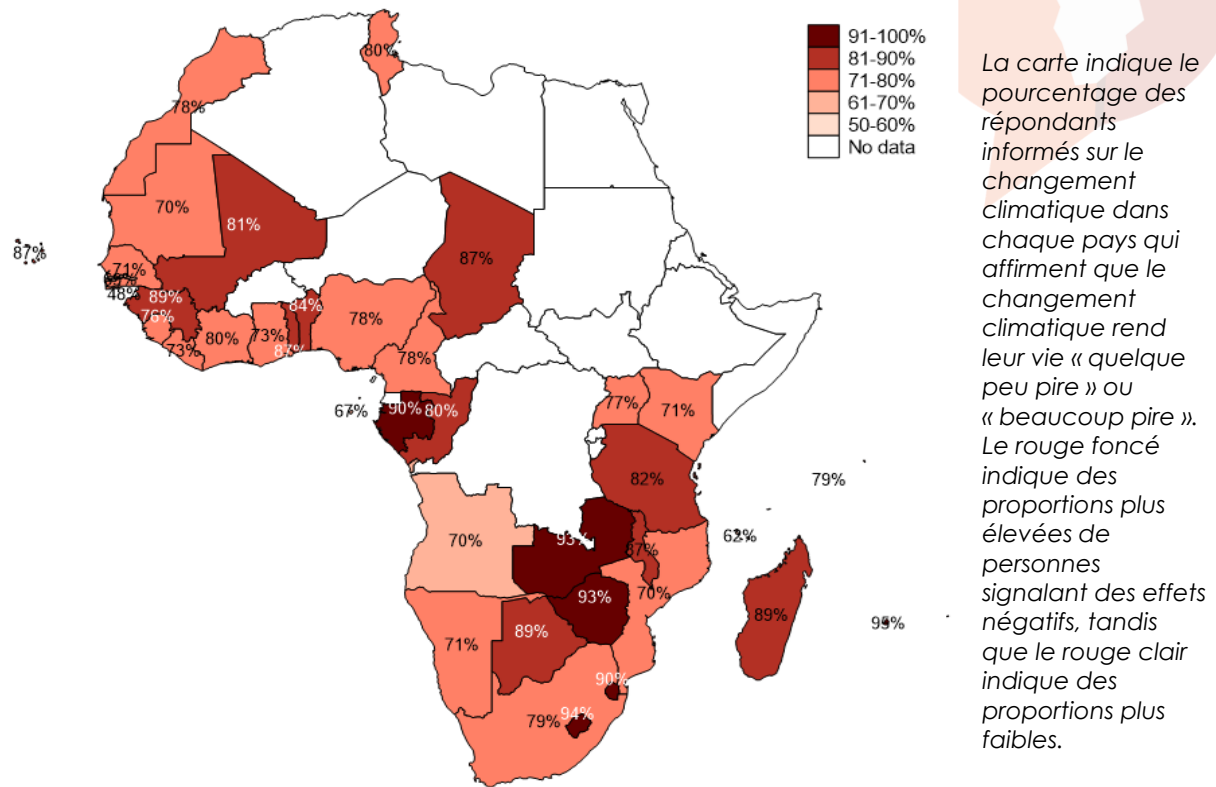
**Figure 11 : Impact du changement climatique** | répondants informés sur le changement climatique | 38 pays | 2024/2025



**Question posée aux répondants qui sont informés sur le changement climatique :** Pensez-vous que le changement climatique affecte la vie en [pays] au point de la rendre meilleure ou pire, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (Les répondants qui ne sont informés sur le changement climatique sont exclus)

Une grande majorité des répondants dans tous les pays sondés s'accordent à dire que le changement climatique nuit à leur qualité de vie, bien que, comme le montre la Figure 12, cette perception soit beaucoup plus répandue à Maurice (95%), au Lesotho (94%), au Zimbabwe (93%) et en Zambie (93%) qu'aux Comores (62%), à São Tomé-et-Príncipe (67%) et en Gambie (69%).

**Figure 12 : Le changement climatique empire la vie** | répondants informés sur le changement climatique | 38 pays | 2024/2025



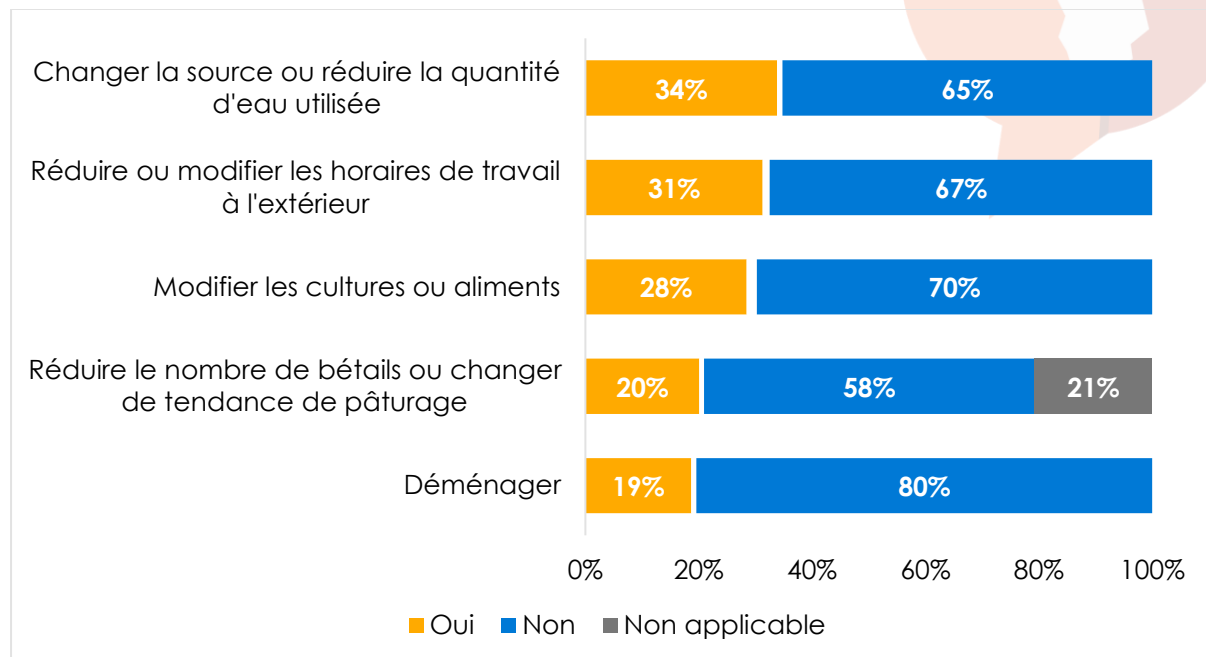
## De l'adaptation au changement climatique

De graves sécheresses et inondations, ainsi que d'autres phénomènes climatiques de plus en plus intenses, menacent de réduire à néant les progrès réalisés en matière de développement. Par exemple, en 2024, des vagues de chaleur ont eu des répercussions négatives sur l'agriculture et le rendement du travail dans de nombreuses régions du continent (Organisation Météorologique Mondiale, 2025). Le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe subissent leur pire sécheresse depuis au moins deux décennies, ce qui entraîne une baisse des rendements céréaliers. De plus, « les faibles niveaux d'eau et la faible production hydroélectrique du Lac Kariba, le plus grand réservoir artificiel d'Afrique, ont provoqué des coupures de courant prolongées et des perturbations économiques » (Organisation Météorologique Mondiale, 2025).

Compte tenu de ces multiples défis, souvent simultanés, il convient de comprendre comment les populations s'adaptent afin d'assurer leur subsistance et de protéger leurs ressources. Afrobarometer a demandé à tous les répondants, qu'ils soient conscients ou non du concept de changement climatique, si eux-mêmes ou leur famille avaient dû prendre certaines mesures d'adaptation au cours des cinq dernières années en réponse à la variation des conditions météorologiques.

Un tiers (34%) déclarent avoir dû changer leur source d'approvisionnement en eau ou réduire leur consommation (Figure 13). Quelque trois répondants sur 10 déclarent avoir réduit ou modifié leurs horaires de travail à l'extérieur (31%) et changé leurs types de cultures ou leurs habitudes alimentaires (28%). Un répondant sur cinq (20%) rapportent avoir modifié leurs habitudes de pâturage ou réduit le nombre et le type d'animaux qu'ils élèvent, et une proportion similaire (19%) indiquent avoir dû déménager.

**Figure 13 : Adaptation à l'évolution des conditions météorologiques | 38 pays\***  
| 2024/2025



**Questions posées aux répondants :** Voici une série de mesures que certaines personnes ont dû prendre en raison du changement climatique ou de l'évolution des conditions météorologiques. Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années :

Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ?

Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ?

Déménager dans un autre endroit ?

Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ?

Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ?

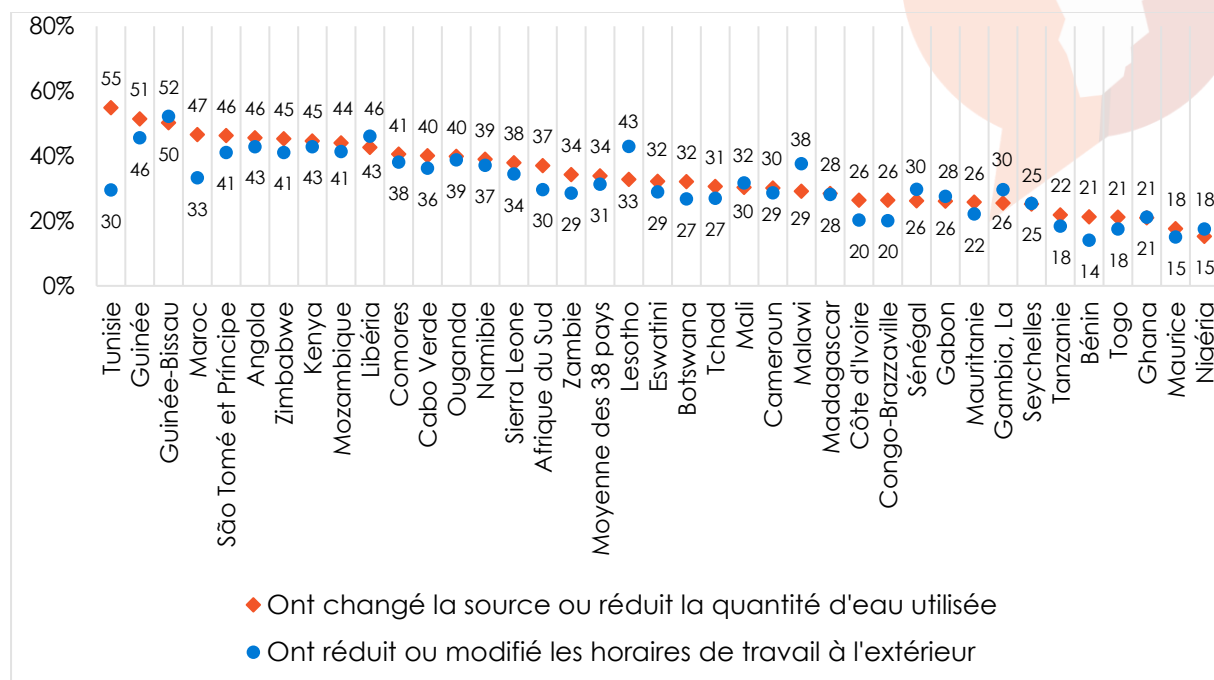
\* La question relative aux changements dans l'élevage a été posée à tous les répondants à l'enquête, ceux qui ont déclaré ne pas posséder de bétail ou de pâturages étant codés « non applicable » dans le graphique. Cette question a été exclue de l'enquête à Maurice.

La comparaison des résultats obtenus au niveau national pour chacune des cinq questions révèle d'importantes variations dans les mesures d'adaptation. Par exemple, la moitié au moins des citoyens déclarent avoir modifié leur consommation d'eau ou celle de leur famille en Tunisie (55%), en Guinée (51%) et en Guinée-Bissau (50%) (Figure 14). En revanche, moins de la moitié des répondants déclarent en avoir fait autant en Tanzanie (22%), au Bénin (21%), au Togo (21%), au Ghana (21%), à Maurice (18%) et au Nigéria (18%).

Dans la plupart des pays, les mesures prises en matière de consommation d'eau et de travail en extérieur sont à peu près aussi courantes les unes que les autres. Il existe toutefois des exceptions : En Tunisie, les mesures prises en matière de consommation d'eau sont presque deux fois plus courantes que celles prises en matière de travail en extérieur (55% contre 30%). Au Maroc, cet écart est de 14 points de pourcentage. Le Lesotho et le Malawi sont les seuls pays où les citoyens sont nettement plus nombreux à avoir modifié leurs habitudes de travail à l'extérieur qu'à avoir modifié leur consommation d'eau.

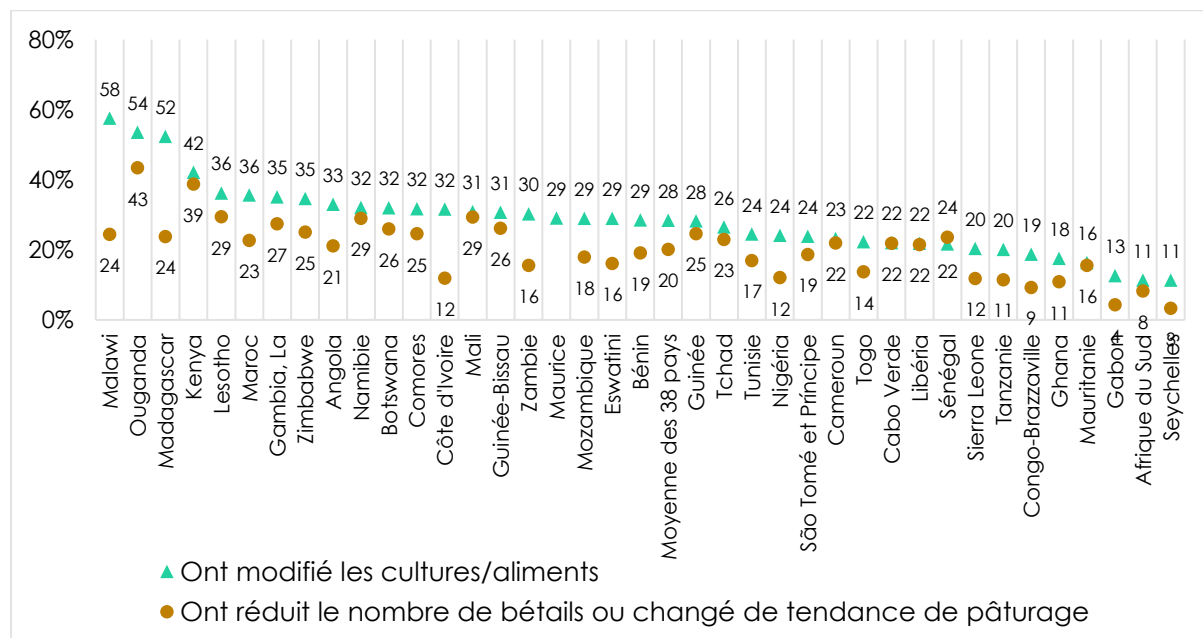
Les comparaisons entre pays des quatre mesures d'adaptation les plus fréquemment rapportées (Figure 14 et Figure 15) suggèrent la diversité des expériences climatiques à travers le continent. L'écart entre les pays les plus touchés et les moins touchés varie selon les mesures, de 38 points de pourcentage pour les changements dans les modes de travail à l'extérieur à 47 points de pourcentage pour les changements dans les cultures et l'alimentation. Les pays se classent différemment selon ces mesures, ce qui suggère qu'ils sont confrontés à des défis d'adaptation distincts (souvent multiples) qui nécessitent des stratégies politiques adaptées à leur contexte.

**Figure 14 : Changements de la consommation d'eau et du travail à l'extérieur à cause du climat (%) | 38 pays | 2024/2025**



**Questions posées aux répondants :** Voici une série de mesures que certaines personnes ont dû prendre en raison du changement climatique ou de l'évolution des conditions météorologiques. Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années : *Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ? Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ?*

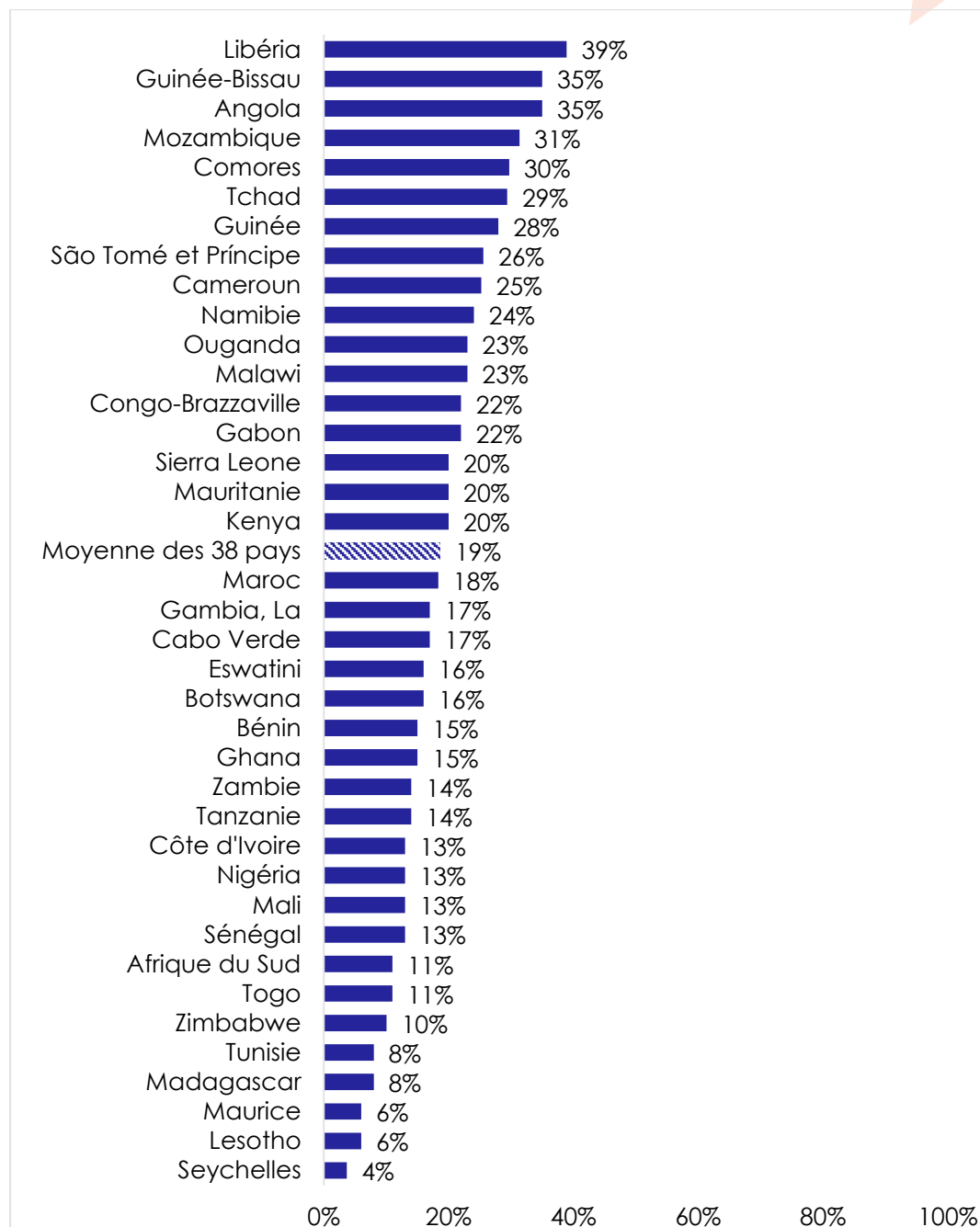
**Figure 15 : Changements de la culture ou des aliments et du bétail à cause du climat | 38 pays\* | 2024/2025**



**Questions posées aux répondants :** Voici une série de mesures que certaines personnes ont dû prendre en raison du changement climatique ou de l'évolution des conditions météorologiques. Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années : *Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ? Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ?*  
 \* La question relative à l'élevage n'a pas été posée à Maurice.

En se concentrant sur la plus onéreuse des cinq mesures d'adaptation, la Figure 16 illustre le nombre de citoyens ayant déménagé en raison des changements météorologiques. Les chiffres sont stupéfiants. Au Libéria (39%), en Guinée-Bissau (35%) et en Angola (35%), plus d'un répondant sur trois déclarent avoir dû déménager avec leur famille au cours des cinq dernières années. En revanche, seulement environ un répondant sur 20 déclarent avoir déménagé à Maurice (6%), au Lesotho (6%) et aux Seychelles (4%).

**Figure 16 : Ont déménagé à cause du climat | 38 pays | 2024/2025**



**Question posée aux répondants :** Voici une série de mesures que certaines personnes ont dû prendre en raison du changement climatique ou de l'évolution des conditions météorologiques. Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années : Déménager dans un autre endroit ?

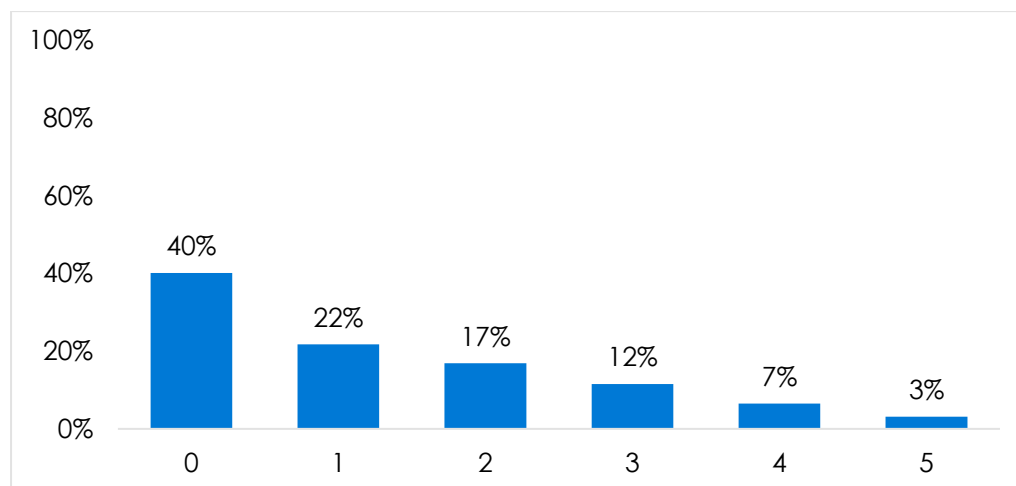
Ces taux sont plus élevés que ce à quoi l'on pourrait s'attendre et témoignent peut-être de différentes interprétations de l'expression « déménager dans un autre endroit ». Par exemple,

un répondant peut avoir quitté une zone rurale touchée par la sécheresse pour s'installer dans une zone urbaine où la sécurité alimentaire est meilleure. Ou bien un répondant ou un membre de sa famille peut avoir déménagé sur une distance beaucoup plus courte, par exemple d'un quartier précaire vulnérable à la montée des eaux vers une partie de la ville non affectée. Compte tenu du caractère général de la question, les réponses peuvent également refléter un déménagement temporaire, plutôt que permanent, à la suite d'un événement climatique extrême.

Pour mesurer l'ampleur des perturbations causées par le changement climatique en Afrique, on peut évaluer le nombre de mesures d'adaptation parmi les cinq proposées que les répondants et leurs familles ont dû prendre au cours des cinq dernières années. Nous avons créé un indice composite d'adaptation allant de 0 à 5. Un score de 0 indique qu'aucune de ces mesures n'a été prise, tandis qu'un score de 5 signifie qu'une personne a mis en œuvre toutes les cinq stratégies d'adaptation évaluées dans l'enquête. Les scores les plus élevés reflètent donc des perturbations climatiques plus importantes, les individus et les familles ayant dû procéder à de nombreux ajustements dans leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance pour faire face au changement climatique.

Comme le montre la Figure 17, quatre répondants sur 10 (40%) déclarent n'avoir pris aucune des cinq mesures d'adaptation qui leur ont été proposées, 22% déclarent avoir pris une des cinq mesures, et 38% déclarent que leur famille ou eux-mêmes ont pris deux mesures d'adaptation ou plus.

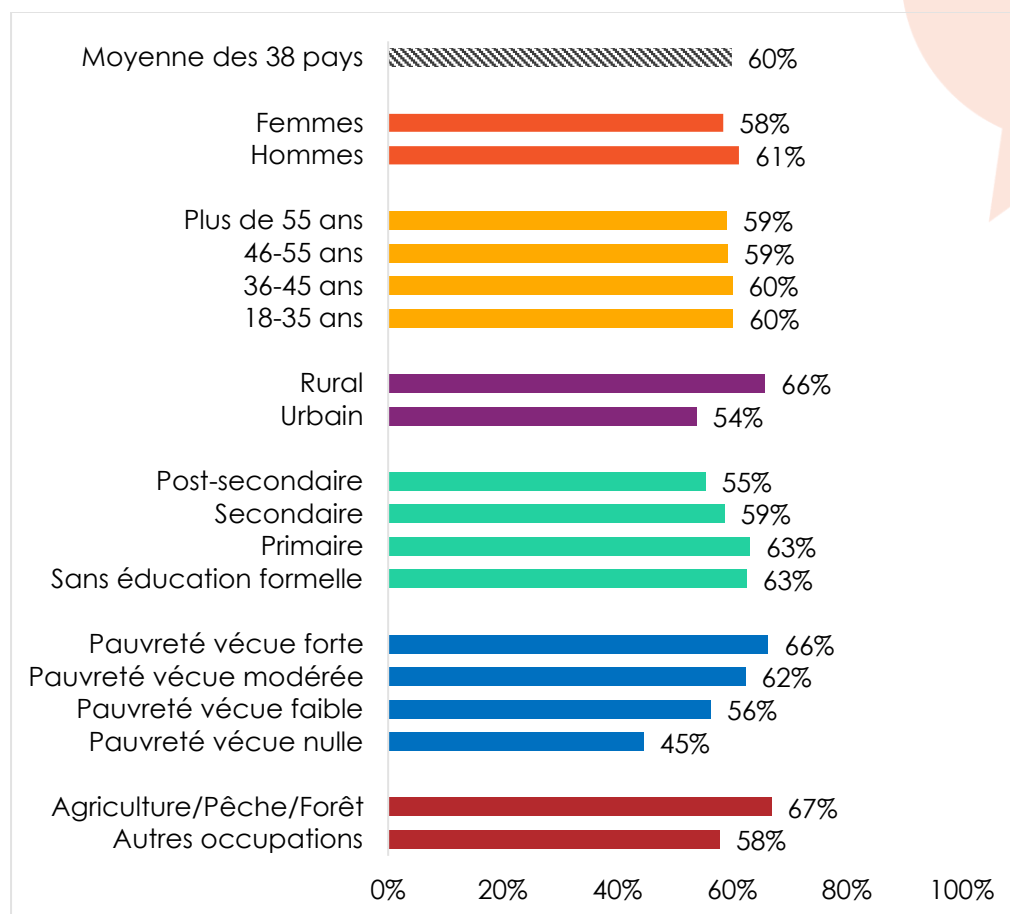
**Figure 17 : Adaptation climatique** | 38 pays | 2024/2025



La figure montre le pourcentage de répondants ayant déclaré avoir pris des mesures d'adaptation au climat au cours des cinq dernières années. Les résultats sont basés sur un indice cumulatif allant de 0 (aucune adaptation) à 5 (les cinq adaptations suivantes : changement des sources d'approvisionnement en eau/de l'utilisation de l'eau, ajustement des habitudes de travail à l'extérieur, modification des pratiques d'élevage, changement des types de cultures ou de la consommation alimentaire, déménagement).

Afin de mieux comprendre qui est le plus susceptible de s'adapter à l'évolution des conditions météorologiques, nous avons regroupé toutes les personnes qui déclarent s'adapter d'au moins une des cinq façons et examiné les variations entre les principales variables démographiques. Comme le montre la Figure 18, on ne constate pas de différences substantielles entre les sexes et les âges. Toutefois, par rapport à leurs pairs, les répondants vivant en milieu rural (66%), les plus pauvres (vivant dans une grande pauvreté : 66%) et les moins instruits (sans instruction formelle : 63%) sont tous plus susceptibles de s'engager dans au moins l'un des cinq types d'adaptation au climat. En outre, les personnes travaillant dans le secteur agricole (67%) sont plus susceptibles de prendre des mesures d'adaptation que celles travaillant dans d'autres secteurs (58%).

**Figure 18 : Adaptation climatique** | par groupe démographique | 38 pays  
| 2024/2025



(% de ceux qui ont adopté au moins une mesure d'adaptation)

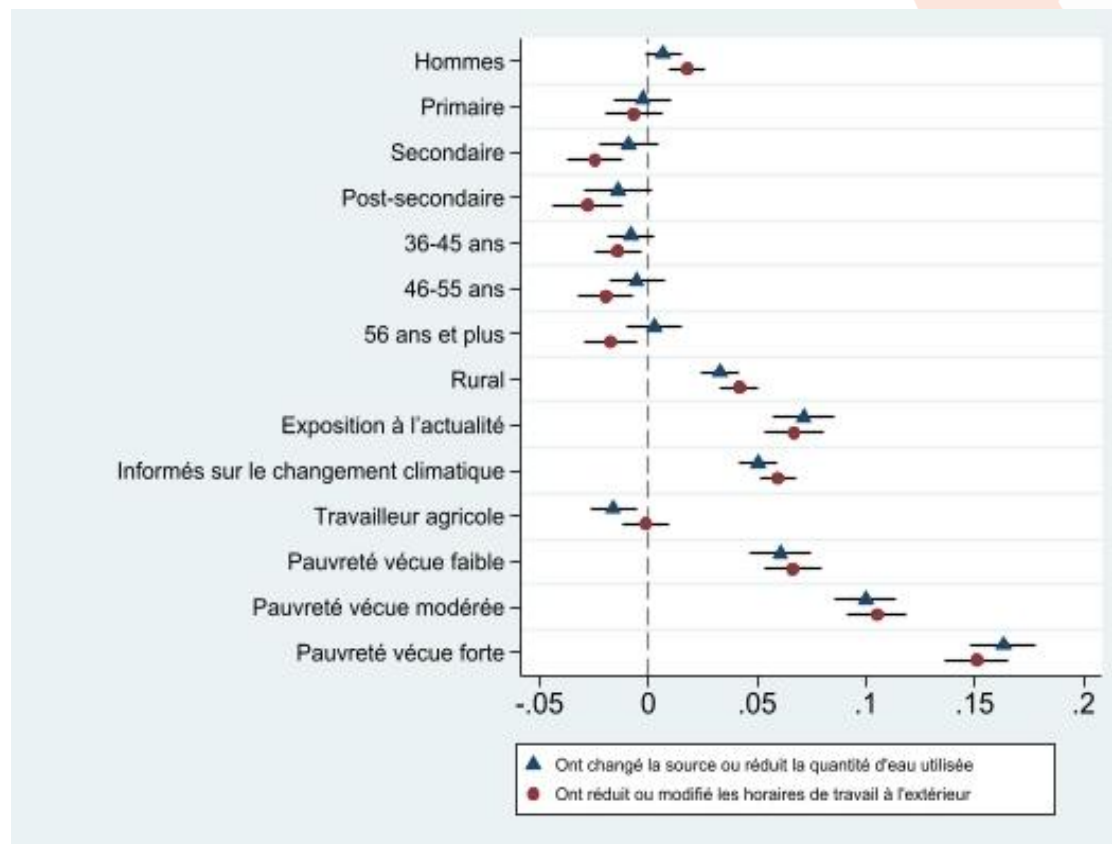
### Des déterminants de l'adaptation au changement climatique

Afin d'examiner les facteurs qui influencent la décision des individus de prendre des mesures pour s'adapter au changement climatique ou à l'évolution des conditions météorologiques, nous avons réalisé des analyses statistiques à l'aide d'une méthode appelée régression probit. Cette approche se prête bien à l'examen de résultats binaires, en l'occurrence le fait qu'une famille ait adopté une stratégie d'adaptation particulière (codée 1) ou non (codée 0). Nous avons utilisé cinq modèles statistiques distincts, un pour chacune des cinq stratégies d'adaptation de l'enquête, afin d'identifier les caractéristiques (telles que l'âge, le niveau d'éducation, le niveau de revenu ou le lieu de résidence) associées à chaque type d'adaptation au changement climatique (voir le Tableau A.4 en annexe pour les résultats complets).

### Des changements dans la consommation d'eau et le travail en extérieur

La Figure 19 montre comment deux facteurs influencent la probabilité de deux types d'adaptation au climat : les changements dans la consommation d'eau (représentés par des triangles bleus) et l'ajustement des habitudes de travail à l'extérieur (représentés par des points rouges). Les résultats montrent des « effets marginaux », qui indiquent dans quelle mesure une personne est plus ou moins susceptible de s'engager dans chaque stratégie d'adaptation en fonction de ses caractéristiques démographiques, de son exposition aux médias d'information et de son niveau de connaissance du changement climatique.

**Figure 19 : Facteurs associés aux changements de consommation d'eau et de travail à l'extérieur en réponse à l'évolution des conditions météorologiques**  
 | 38 pays | 2024/2025



La figure montre les effets marginaux des modèles de régression probit. Les triangles bleus indiquent la probabilité de modifier la consommation d'eau, tandis que les cercles rouges indiquent la probabilité de modifier les habitudes de travail à l'extérieur. Les points situés à droite de zéro indiquent une probabilité accrue d'adaptation, tandis que les points situés à gauche indiquent une probabilité réduite. Les lignes horizontales représentent les intervalles de confiance. Les catégories de référence sont les suivantes : femmes, personnes sans instruction formelle, personnes âgées de 18 à 35 ans, résidents urbains, personnes non exposées à l'actualité, personnes sans connaissance du climat, travailleurs non agricoles et personnes sans expérience de pauvreté.

Les résultats montrent que l'exposition à l'actualité et la connaissance du changement climatique accroissent la probabilité d'adapter la consommation d'eau en réponse aux changements météorologiques. Les individus pauvres et ruraux sont plus susceptibles de changer leurs sources d'approvisionnement en eau ou de réduire leur consommation, probablement parce qu'ils dépendent davantage de sources d'eau vulnérables telles que les rivières et les puits non protégés, tandis que les travailleurs agricoles sont moins susceptibles de le faire.

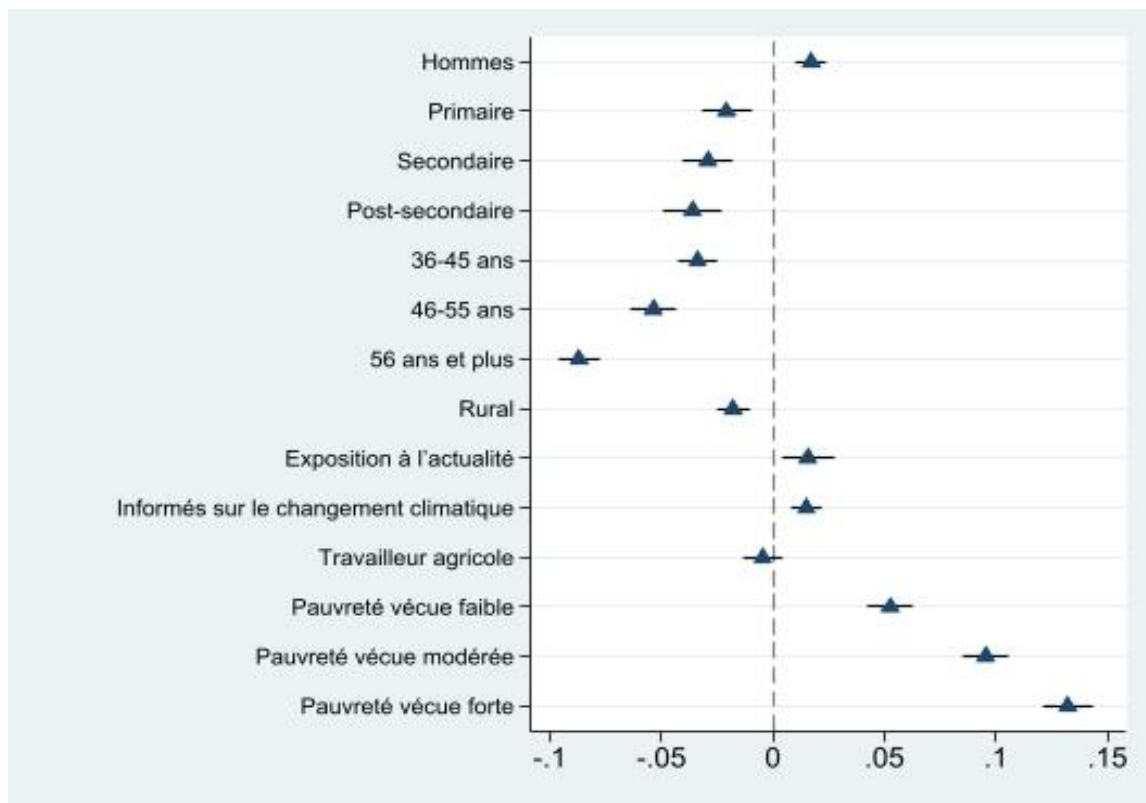
En ce qui concerne l'adaptation au travail à l'extérieur, les hommes, les résidents ruraux, les individus les plus pauvres et ceux qui sont informés sur le changement climatique sont plus susceptibles de réduire ou de modifier leurs activités à l'extérieur en réponse aux changements météorologiques, cette éventualité croissant avec le niveau de pauvreté. Inversement, les personnes les plus instruites et les personnes âgées sont moins susceptibles de modifier leurs habitudes de travail à l'extérieur.

### Du déménagement

Parallèlement, la Figure 20 montre les effets marginaux du même ensemble de variables sur la probabilité de déménager en réponse au climat (voir la Figure A.2 en annexe pour les

effets marginaux sur les changements dans les cultures/l'alimentation et l'élevage). Nous constatons que les hommes, les personnes exposées à l'actualité, celles qui sont informées sur le changement climatique et les personnes vivant dans la pauvreté sont plus susceptibles de déclarer qu'elles-mêmes ou un membre de leur famille ont déménagé au cours des cinq dernières années en réponse aux changements météorologiques. A l'inverse, le déménagement est moins fréquent chez les personnes ayant un niveau d'instruction plus élevé, les personnes âgées et les habitants des zones rurales, ce qui suggère que même si les zones rurales sont souvent plus touchées par les effets du changement climatique, les populations rurales disposent peut-être de moins de ressources ou d'opportunités pour déménager.

**Figure 20 : Facteurs associés aux déménagements en réponse à l'évolution des conditions météorologiques | 38 pays | 2024/2025**



La figure montre les effets marginaux des modèles de régression probit. Les points à droite de zéro indiquent une probabilité accrue de déménager, tandis que les points à gauche indiquent une probabilité moindre. Les lignes horizontales représentent les intervalles de confiance. Les catégories de référence sont les suivantes : femmes, sans instruction formelle, âgées de 18 à 35 ans, résidant en milieu urbain, n'étant pas exposées à l'actualité, non informées sur le changement climatique, ne travaillant pas dans l'agriculture et ne vivant pas dans la pauvreté.

### De l'indice composite d'adaptation au changement climatique

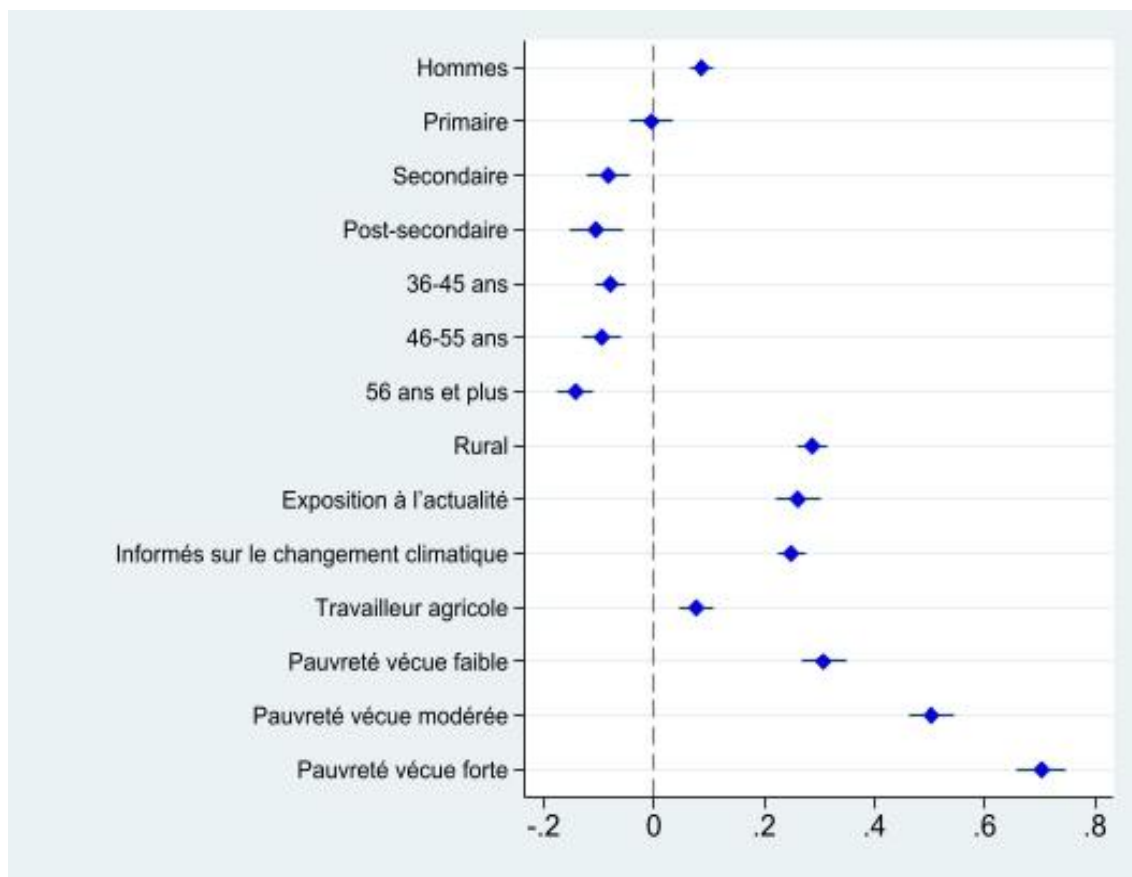
La Figure 21 montre les facteurs associés au nombre total de stratégies d'adaptation mises en œuvre par les individus en réponse aux changements météorologiques. Comme bon nombre de nos répondants (40%) n'ont pris aucune mesure d'adaptation, ce qui se traduit par un grand nombre de zéros dans nos données, nous avons utilisé un modèle statistique spécialisé appelé régression de Poisson à inflation zéro, conçu pour ce type de données de comptage (voir le Tableau A.5 en annexe pour les résultats détaillés).

L'analyse révèle que les habitants des zones rurales, les travailleurs agricoles et les hommes ont tendance à mettre en œuvre une plus grande variété de mesures d'adaptation au changement climatique que les habitants des zones urbaines, les travailleurs non agricoles et les femmes, respectivement. De plus, l'exposition à l'actualité, la connaissance du

changement climatique et la pauvreté sont également associées à la mise en œuvre d'un plus grand nombre de types d'adaptations. Cela suggère que la conscience du problème et la vulnérabilité économique entraînent des changements de comportement plus importants en réponse aux impacts du changement climatique.

A l'inverse, les personnes ayant fait des études supérieures et les personnes âgées sont susceptibles de mettre en œuvre moins de stratégies d'adaptation, ce qui indique qu'elles sont peut-être moins touchées par les conditions météorologiques changeantes ou qu'elles ont recours à d'autres moyens d'adaptation qui n'ont pas été pris en compte dans cette enquête.

**Figure 21 : Facteurs associés au nombre d'adaptations climatiques entreprises**  
| 38 pays | 2024/2025



La figure montre les effets marginaux d'un modèle de régression de Poisson à inflation zéro. Les points indiquent le changement attendu dans le nombre de stratégies d'adaptation (allant de 0 à 5) associées à chaque facteur. Les points situés à droite du zéro indiquent une hausse du nombre d'adaptations, tandis que ceux situés à gauche indiquent une baisse. Les lignes horizontales représentent les intervalles de confiance. Les catégories de référence sont les suivantes : les femmes, les personnes sans instruction formelle, les personnes âgées de 18 à 35 ans, les citadins, les personnes non exposées à l'actualité, les personnes non informées sur le changement climatique, les travailleurs non agricoles et les personnes sans expérience de pauvreté.

### Du soutien à l'action climatique

L'action climatique, qui comprend à la fois les efforts visant à atténuer le changement climatique (en réduisant les émissions de gaz à effet de serre) et les mesures d'adaptation aux impacts climatiques actuels et futurs, nécessite la participation d'un large éventail des acteurs concernés, notamment les citoyens ordinaires, les gouvernements et les organisations locales et internationales.

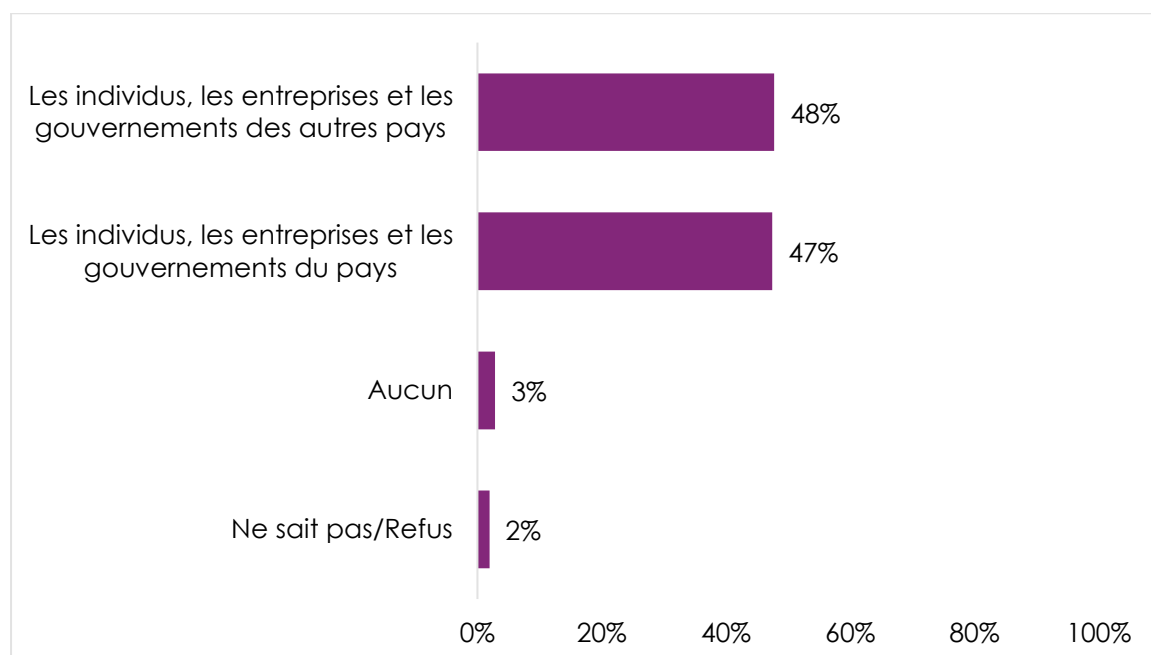
Comme le souligne l'Objectif de Développement Durable No. 13 des Nations Unies (2015), l'action climatique exige de ces acteurs qu'ils améliorent l'éducation, renforcent la conscience et renforcent les capacités humaines et institutionnelles pour lutter contre le changement climatique et ses effets, ainsi que pour renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles.

### De la responsabilité du changement climatique

L'un des principaux défis liés à la lutte contre le changement climatique réside dans l'absence d'une définition claire des responsabilités, tant en ce qui concerne les causes du problème que les mesures à prendre pour y remédier (Ntodwa, 2025). Il est par conséquent essentiel de comprendre qui, selon les citoyens, devrait être tenu responsable et qui devrait prendre l'initiative en matière d'action climatique.

A la question de savoir qui est le plus responsable du changement climatique, les citoyens informés sur le sujet attribuent cette responsabilité à parts égales aux acteurs nationaux et internationaux (Figure 22). Presque la moitié (48%) des répondants estiment que ce sont principalement les particuliers, les entreprises et les gouvernements d'autres pays qui sont responsables, tandis que 47% pensent que ce sont principalement les particuliers, les entreprises et le gouvernement de leur propre pays qui sont responsables.

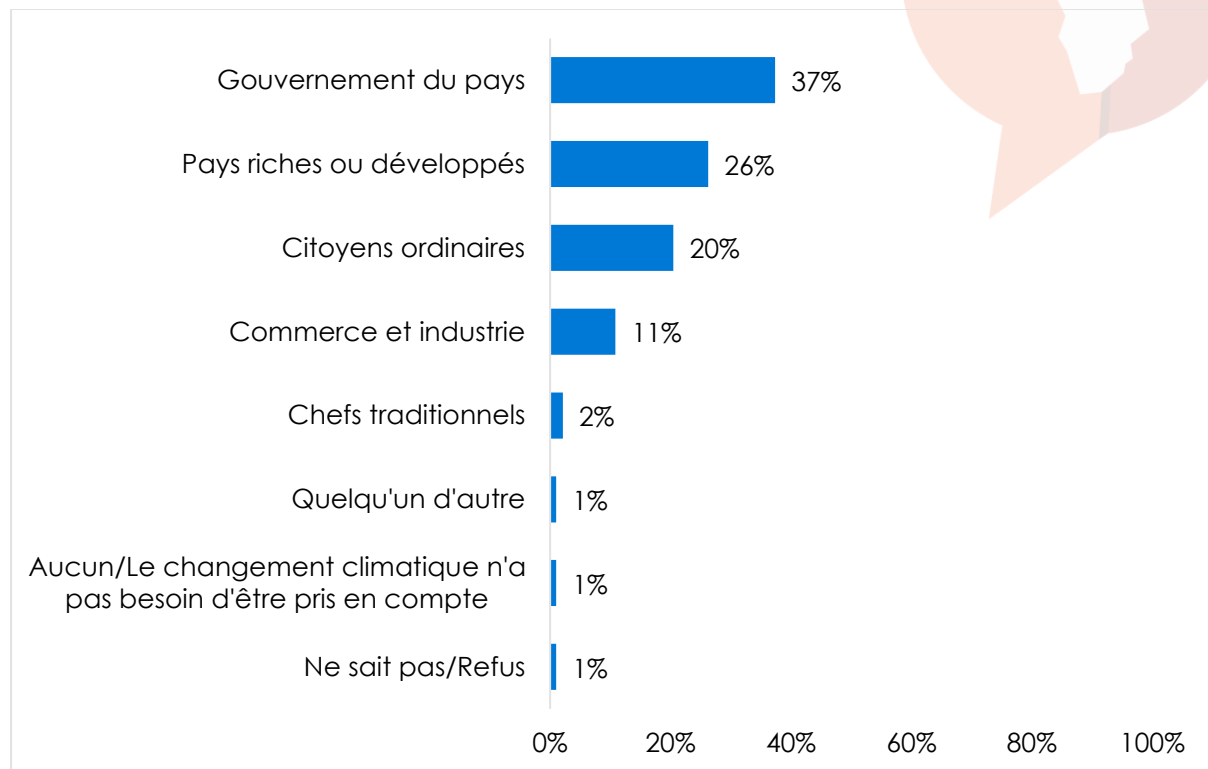
**Figure 22 : Qui est le plus responsable du changement climatique ?** | répondants informés sur le changement climatique | 38 pays | 2024/2025



**Question posée aux répondants qui sont informés sur le changement climatique :** Selon vous, qui est le plus responsable du changement climatique ? (Les répondants qui ne sont pas informés sur le changement climatique sont exclus.)

Quant à savoir qui assume la responsabilité principale de la lutte contre le changement climatique et de la réduction de ses effets, la plus grande part (37%) des citoyens informés sur le sujet estiment que c'est à leur gouvernement qu'elle incombe (Figure 23). Un quart environ (26%) attribuent cette responsabilité aux pays riches ou développés, tandis que 20% pensent qu'elle incombe aux citoyens ordinaires et 11% aux entreprises et à l'industrie.

**Figure 23 : Qui devrait avoir la responsabilité principale d'essayer de limiter le changement climatique ? | 38 pays | 2024/2025**



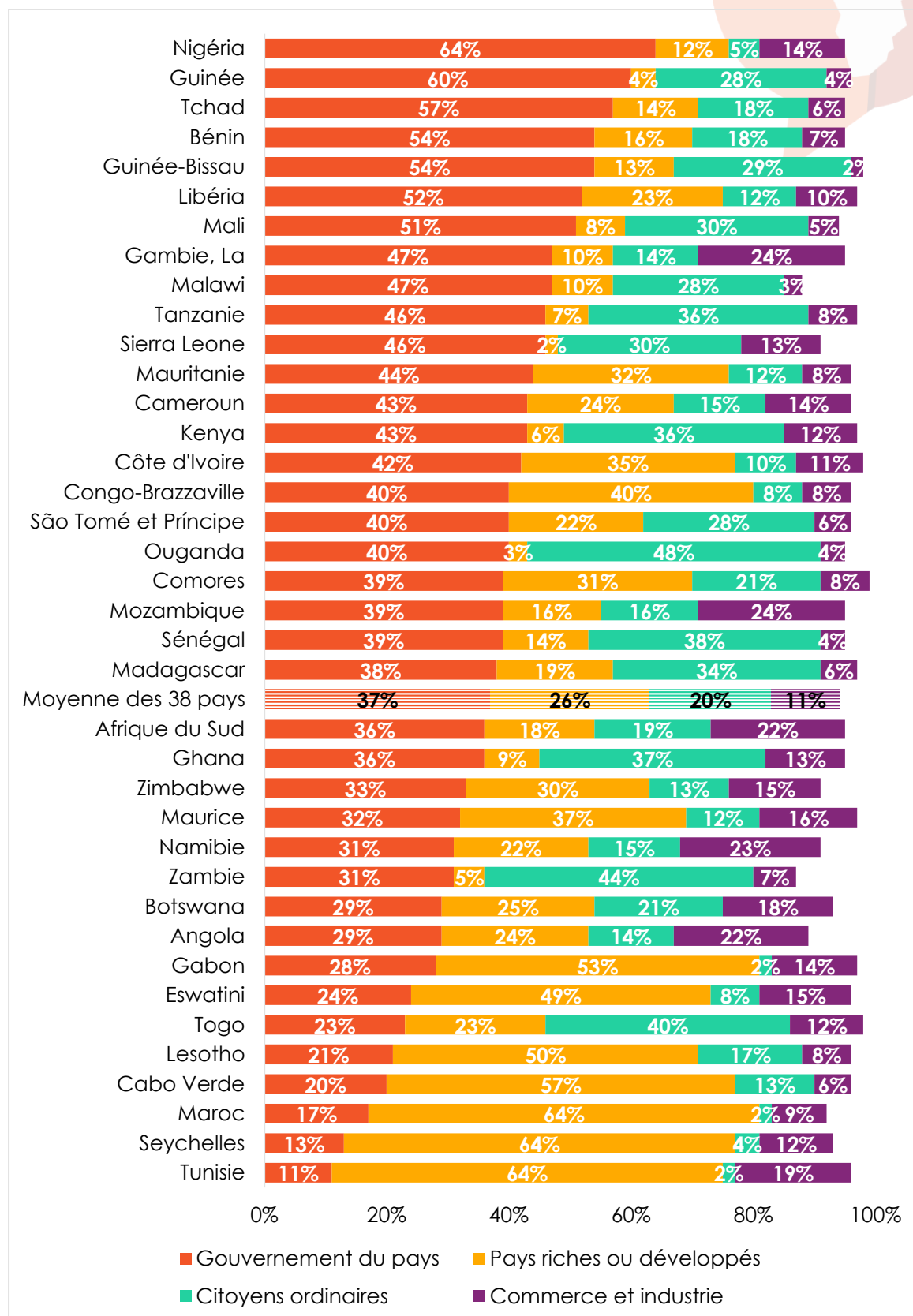
**Question posée aux répondants qui sont informés sur le changement climatique :** Selon vous, qui devrait avoir la responsabilité principale d'essayer de limiter le changement climatique et d'en réduire l'impact ? (Les répondants qui ne sont pas informés sur le changement climatique sont exclus.)

La comparaison entre les pays révèle que la conviction que le gouvernement a la responsabilité de contenir le changement climatique est la plus forte parmi les répondants informés sur le changement climatique au Nigéria (64%), en Guinée (60%), au Tchad (57%), au Bénin (54%), en Guinée-Bissau (54%), au Libéria (52%) et au Mali (51%) (Figure 24). En revanche, peu de Tunisiens (11%), de Seychellois (13%) et de Marocains (17%) partagent ce point de vue ; à leurs yeux (64% dans chaque pays), ce sont les pays développés qui portent la responsabilité principale.

Dans trois pays, les répondants sont plus susceptibles de dire que ce sont les citoyens ordinaires qui sont les plus responsables de l'action climatique : l'Ouganda (48%), la Zambie (44%) et le Togo (40%).

Faites votre propre analyse des données Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit sur [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

**Figure 24 : Qui devrait avoir la responsabilité principale d'essayer de limiter le changement climatique ? | 38 pays | 2024/2025**

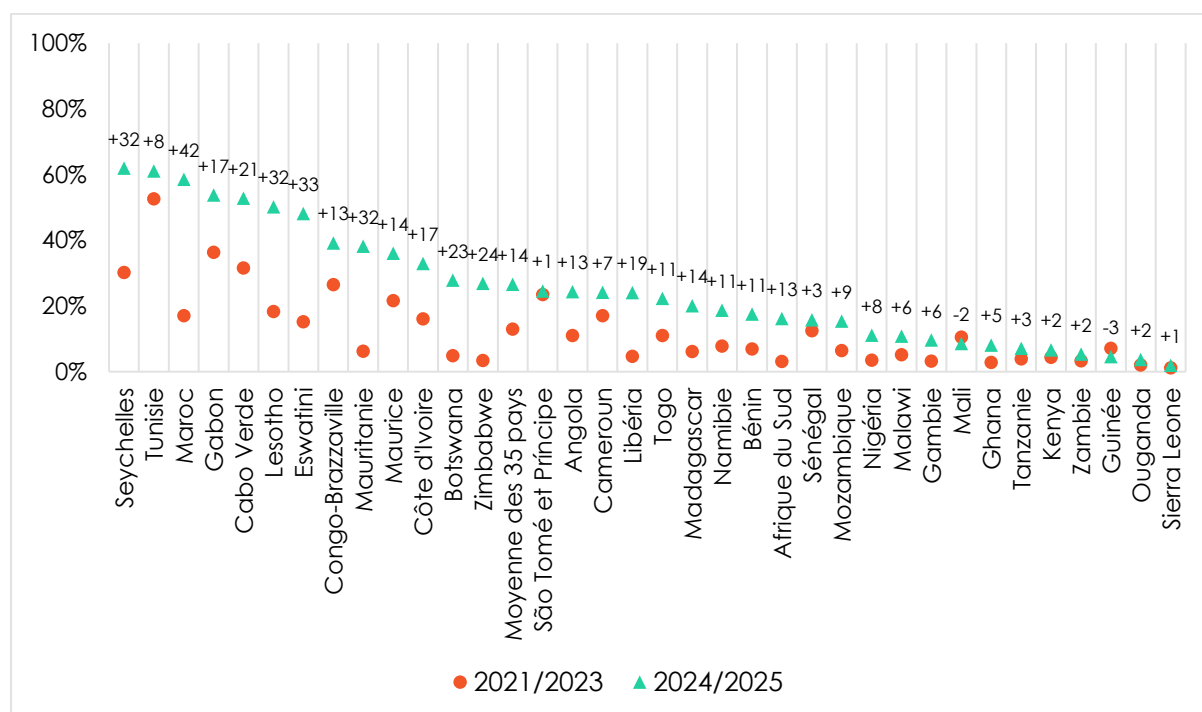


**Question posée aux répondants qui sont informés sur le changement climatique :** Selon vous, qui devrait avoir la responsabilité principale d'essayer de limiter le changement climatique et d'en réduire l'impact ? (Les répondants qui ne sont pas informés sur le changement climatique sont exclus.)

Pour un sous-ensemble de 35 pays africains, nous pouvons également déterminer si les citoyens *conscients* du changement climatique – et non ceux qui sont *informés* sur le sujet<sup>4</sup> – ont changé d'avis quant à ceux qu'ils considèrent comme les principaux responsables de l'action climatique. Parmi ces répondants, la conviction que les pays riches ou développés sont les principaux responsables de la lutte contre le changement climatique s'est accrue en moyenne de 14 points de pourcentage entre 2021/2023 et 2024/2025 (Figure 25). Cette opinion a notamment connu une forte hausse au Maroc (+42 points de pourcentage), en Eswatini (+33 points), aux Seychelles (+32 points), au Lesotho (+32 points) et en Mauritanie (+32 points).

Au cours de la même période, la conviction que les gouvernements africains devraient assumer la responsabilité de la lutte contre le changement climatique a diminué de 7 points de pourcentage (voir annexe, Figure A.3). De fortes baisses ont été enregistrées au Zimbabwe (-28 points de pourcentage), au Maroc (-27 points), au Libéria (-27 points) et en Mauritanie (-23 points).

**Figure 25 : Les pays riches/développés sont les premiers responsables** | répondants qui sont conscients du changement climatique | 35 pays | 2021-2025



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler du changement climatique :** Selon vous, qui devrait avoir la responsabilité principale d'essayer de limiter le changement climatique et d'en réduire l'impact ? (Les répondants qui ne sont pas au courant du changement climatique sont exclus.)

S'il reste essentiel que les gouvernements africains s'engagent dans la lutte contre le changement climatique, il importe toutefois de répartir au moins partiellement les attentes des citoyens en matière de responsabilité sur les émetteurs historiques de gaz à effet de serre disposant de ressources plus importantes, car cela accroît les chances de mettre en œuvre des mesures climatiques évolutives. Dans le même ordre d'idées, une analyse précédente des données du Round 9 d'Afrobarometer a révélé que parmi les citoyens conscients du changement climatique, ceux qui sont plus instruits, moins touchés par la pauvreté et qui ont un meilleur accès aux médias d'information sont plus susceptibles d'attribuer la responsabilité de l'action climatique aux émetteurs historiques (Andrews et al., 2025).

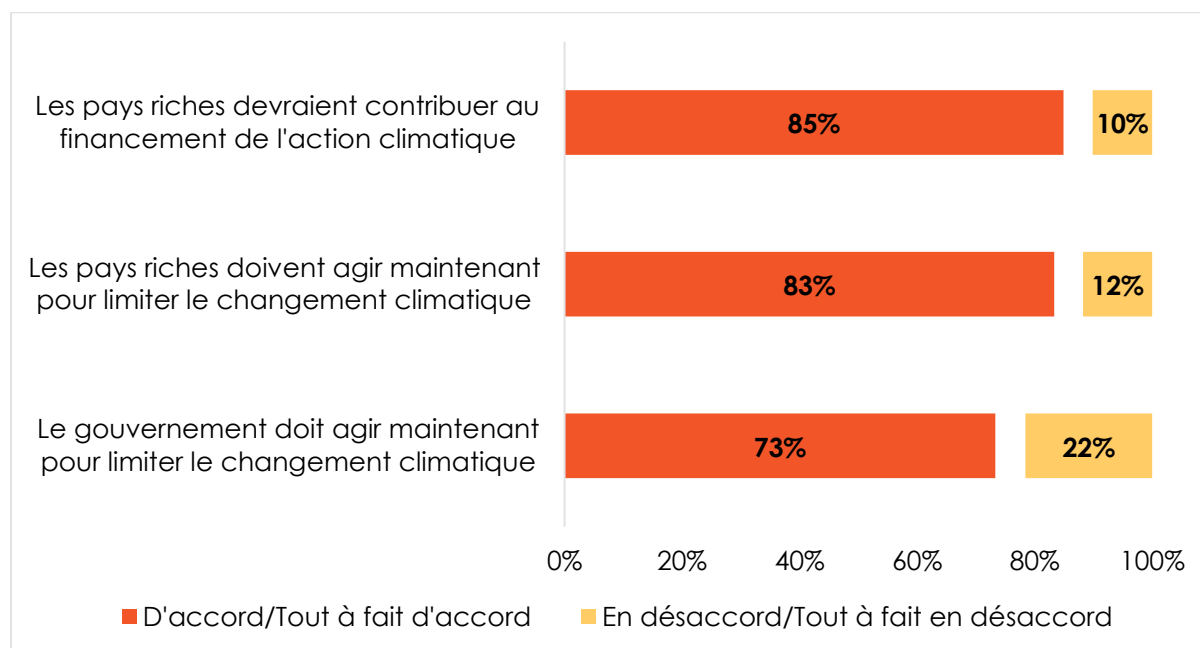
<sup>4</sup> Comme la question sur la cause principale du changement climatique n'a pas été posée lors du Round 9, nous ne pouvons pas identifier les répondants qui sont « informés sur le changement climatique ».

## Du soutien à l'action climatique

La Figure 26 se penche sur l'attitude des citoyens africains vis-à-vis de l'action climatique, en se focalisant sur trois dimensions clés : le soutien à l'action gouvernementale nationale malgré les coûts économiques potentiels, les attentes vis-à-vis des pays développés pour qu'ils mènent les efforts visant à atténuer le changement climatique, et les convictions quant à l'obligation des pays développés de fournir un financement pour l'adaptation en Afrique. Il est essentiel de prendre en compte les conséquences économiques potentielles, telles que les pertes d'emplois ou les coûts financiers, pour mesurer le soutien réel à cette politique.

Parmi les répondants informés sur le changement climatique, 85% estiment que les pays développés ont le devoir d'aider les nations plus pauvres à s'adapter et à faire face aux effets néfastes du changement climatique. Une majorité tout aussi écrasante de répondants (83%) estiment qu'il est important que les pays riches et développés, qui ont le plus contribué au changement climatique, prennent des mesures immédiates pour limiter son impact futur, même si cela entraîne des coûts importants. Et environ trois quarts (73%) pensent qu'il est essentiel que leur propre gouvernement prenne dès maintenant des mesures proactives pour contrer le changement climatique à l'avenir, même si ces mesures peuvent être coûteuses ou entraîner des pertes d'emplois ou d'autres coûts économiques.

**Figure 26 : Soutien à l'action climatique** | 38 pays | 2024/2025



**Questions posées aux répondants qui sont informés sur le changement climatique :** Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord :

*Il est important que notre gouvernement prenne maintenant des mesures pour limiter le changement climatique à l'avenir, même si elles sont coûteuses ou si elles entraînent des pertes d'emplois ou d'autres dommages pour notre économie.*

*Il est important que les pays riches ou développés qui ont le plus contribué au changement climatique prennent aujourd'hui des mesures pour limiter le changement climatique à l'avenir, même si cela leur coûte cher.*

*Les pays riches ou développés qui ont le plus contribué au changement climatique ont l'obligation d'aider le [pays] à couvrir les coûts d'adaptation et de réponse aux impacts négatifs du changement climatique ?*

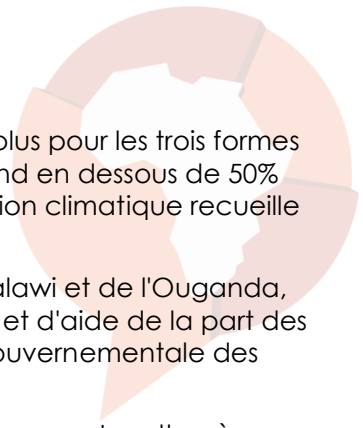
(Les répondants qui ne sont pas informés sur le changement climatique sont exclus.)

Le Tableau 1 illustre les exigences des citoyens au niveau national en matière d'action climatique et d'aide de la part des pays développés et de leur propre gouvernement. Les zones en vert foncé indiquent le soutien le plus fort (90% ou plus) et celles en jaune pâle le plus faible (moins de 70%).

**Tableau 1 : Soutien à l'action climatique** | répondants informés sur le changement climatique | 38 pays | 2024/2025

	Les pays riches devraient contribuer aux coûts liés à la lutte contre le changement climatique	Les pays riches doivent agir dès maintenant pour endiguer le changement climatique	Les gouvernements doivent agir dès maintenant pour endiguer le changement climatique
Lesotho	95%	92%	82%
Madagascar	94%	94%	88%
Tunisie	94%	92%	78%
Gabon	92%	88%	63%
Maroc	92%	90%	69%
Sierra Leone	92%	88%	74%
Tchad	91%	87%	76%
Eswatini	91%	92%	81%
Sénégal	90%	86%	74%
Tanzanie	90%	89%	85%
Congo-Brazzaville	88%	83%	60%
Guinée	88%	87%	84%
Seychelles	88%	87%	69%
Comores	87%	87%	77%
Libéria	87%	85%	84%
Togo	86%	81%	69%
Cabo Verde	85%	90%	77%
Côte d'Ivoire	85%	86%	75%
Maurice	85%	68%	50%
Nigéria	85%	79%	72%
<b>Moyenne des 38 pays</b>	<b>85%</b>	<b>83%</b>	<b>73%</b>
Guinée-Bissau	83%	87%	79%
Kenya	83%	83%	74%
Bénin	82%	83%	76%
Gambie, La	82%	82%	76%
Mauritanie	82%	76%	54%
Malawi	81%	81%	84%
Mali	81%	85%	80%
Afrique du Sud	81%	72%	60%
Ouganda	81%	81%	84%
Botswana	80%	85%	67%
São Tomé et Príncipe	80%	79%	73%
Ghana	79%	81%	78%
Zimbabwe	79%	77%	60%
Cameroun	77%	79%	70%
Zambie	77%	78%	74%
Mozambique	75%	75%	71%
Angola	74%	74%	67%
Namibie	67%	65%	62%
<b>Légende : 50%-69%</b>	<b>70%-79%</b>	<b>80%-89%</b>	<b>90%-100</b>

(% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)



Un rapide coup d'œil nous montre que la demande atteint 70% ou plus pour les trois formes d'action climatique dans la plupart des pays. Aucun pays ne descend en dessous de 50% pour aucun indicateur ; Maurice est le seul pays où le soutien à l'action climatique recueille moins qu'une majorité claire (50% pour l'action gouvernementale).

Il est intéressant de noter que dans tous les pays à l'exception du Malawi et de l'Ouganda, les exigences en matière de lutte contre le changement climatique et d'aide de la part des pays développés sont encore plus fortes que les appels à l'action gouvernementale des répondants.

Nous constatons une demande particulièrement forte pour des mesures au Lesotho, à Madagascar et en Eswatini, où plus de neuf citoyens sur 10 réclament une action des pays développés pour atténuer le changement climatique et leur apporter une aide, et plus de huit sur 10 attendent de leur gouvernement qu'il prenne des mesures climatiques.

Le Gabon et le Maroc expriment une demande tout aussi forte d'actions et d'aide de la part des pays développés, mais leur soutien aux mesures prises par leur propre gouvernement est moins important.

Dans l'ensemble, ce sont les Namibiens qui expriment la demande la plus faible, 62% à 67% seulement d'entre eux étant favorables à des mesures sur les trois indicateurs.

Ces résultats démontrent un soutien massif de la population en faveur de la lutte contre le changement climatique à travers l'Afrique, avec un taux d'adhésion supérieur à 70% pour les trois mesures dans la plupart des pays. Il est essentiel de noter qu'une proportion plus élevée de citoyens informés sur le changement climatique dans la plupart des pays exigent que les pays développés agissent plutôt que leurs propres gouvernements, ce qui pourrait refléter leur conscience de la contribution minimale de l'Afrique aux émissions historiques et la reconnaissance de sa vulnérabilité disproportionnée aux impacts climatiques.

## **Du soutien mitigé des Africains aux politiques de lutte contre le changement climatique**

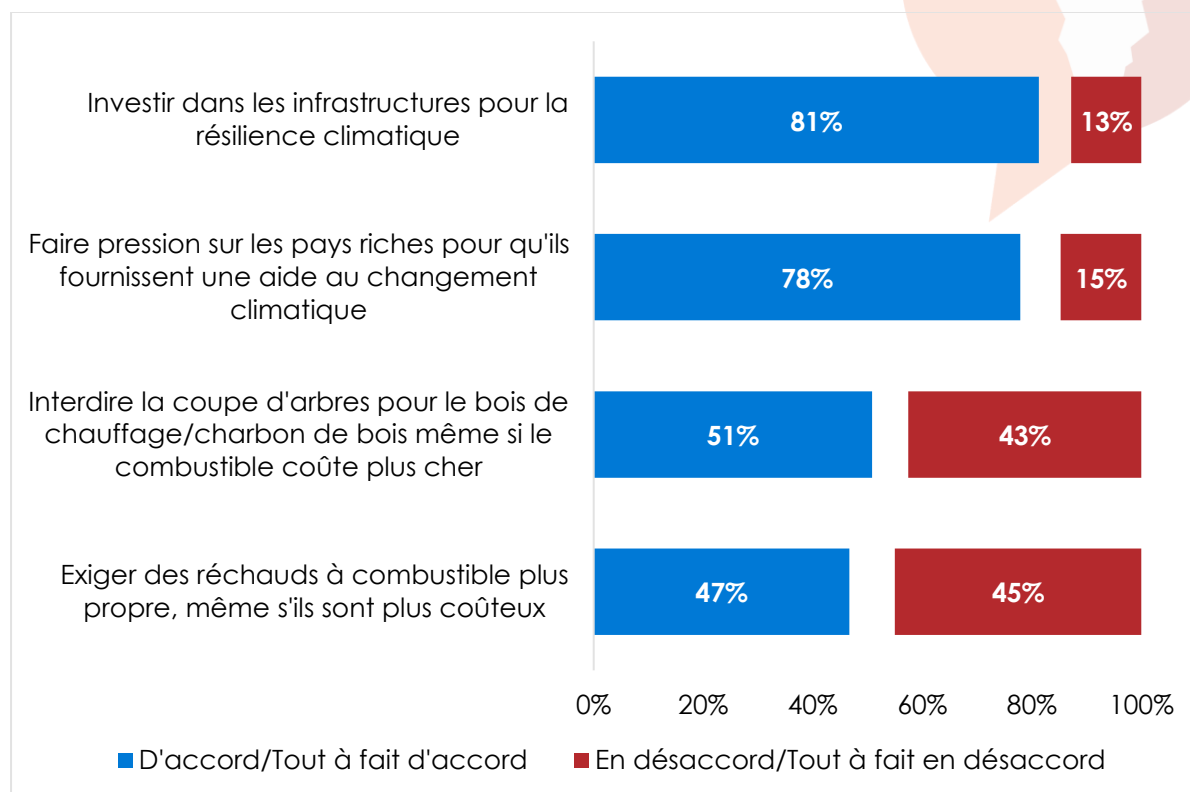
Bien que, historiquement, l'Afrique ait beaucoup moins contribué au changement climatique que d'autres régions du monde, des pays comme l'Afrique du Sud et la Guinée Equatoriale émettent aujourd'hui des niveaux de CO<sub>2</sub> par habitant similaires à ceux de l'Autriche, des Pays-Bas et du Portugal (Our World in Data, 2025). Nous avons donc demandé aux répondants leur avis sur une série de mesures politiques visant à lutter contre le changement climatique qui pourraient contribuer à réduire ou à éliminer les émissions de gaz à effet de serre et ainsi ralentir le réchauffement de la planète.

Quatre Africains sur cinq (81%) estiment que leur gouvernement devrait investir dans l'amélioration des infrastructures afin d'aider leur pays à faire face aux phénomènes climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations (Figure 27). Presqu'autant (78%) souhaitent que leur gouvernement fasse pression sur les pays riches ou développés pour qu'ils fournissent une aide relative au changement climatique.

Environ la moitié des répondants (51%) soutiennent l'interdiction par le gouvernement de couper des arbres pour produire du bois de chauffage ou du charbon de bois, même si les sources d'énergie alternatives sont plus coûteuses. Mais 43% s'opposeraient à une telle politique.

Et moins de la moitié (47%) des Africains sont favorables à une politique obligeant tout le monde à passer à des cuisinières utilisant des combustibles plus propres, tels que l'électricité, le gaz ou le propane, si cela rendait la cuisine plus coûteuse.

**Figure 27 : Soutien aux politiques d'atténuation du changement climatique | 38 pays**  
| 2024/2025



**Questions posées aux répondants :** Il existe de nombreuses politiques que notre gouvernement pourrait adopter pour répondre à l'évolution des conditions météorologiques et à la dégradation de l'environnement. Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des options suivantes :

*Rendre illégal l'abattage d'arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour d'autres sources d'énergie.*

*Obliger tout le monde à passer à des fourneaux qui utilisent des combustibles plus écologiques comme l'électricité, le gaz ou le propane, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour faire cuire nos aliments.*

*Investir dans l'amélioration des infrastructures afin que notre pays puisse résister à des inondations et à des sécheresses plus extrêmes.*

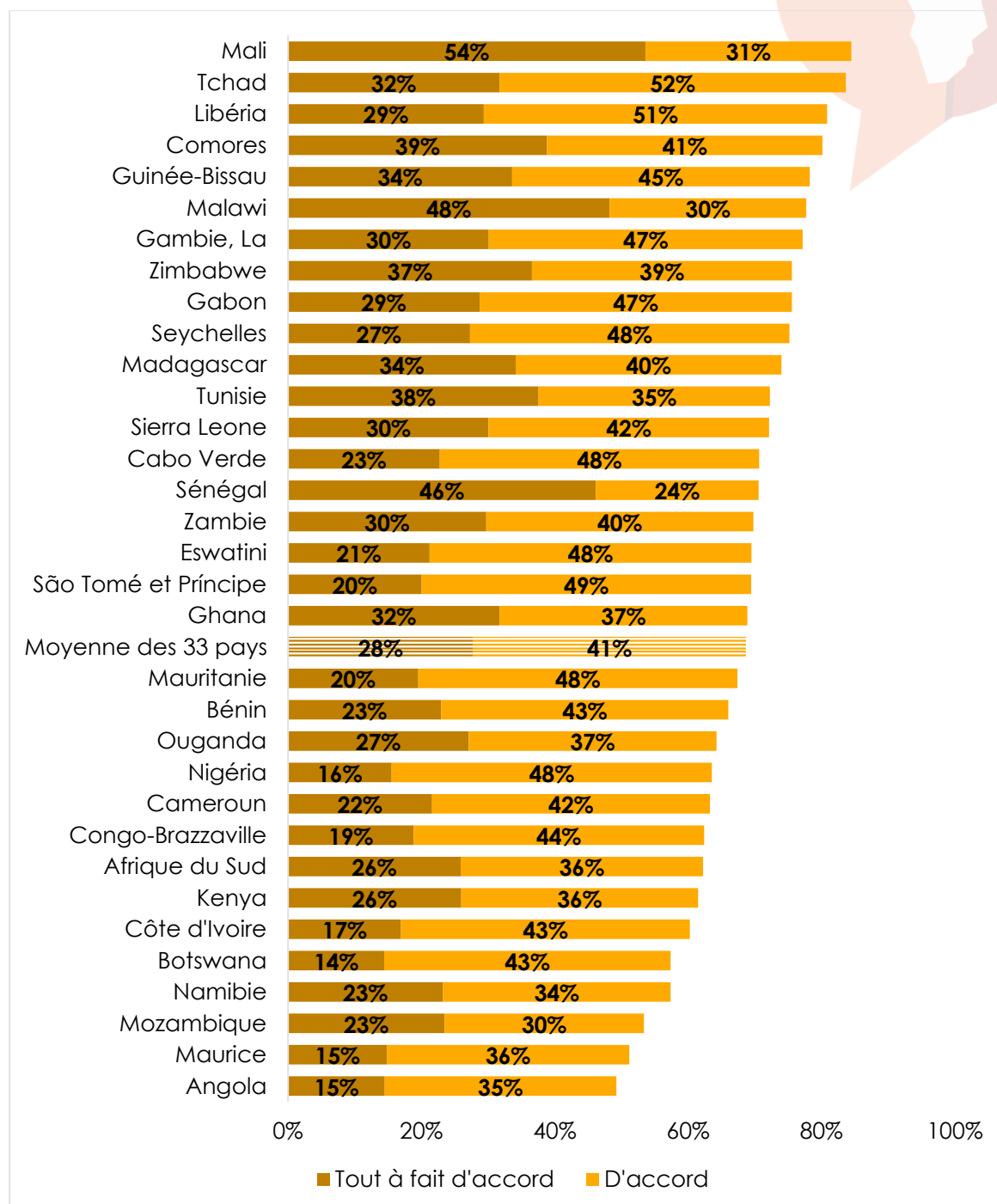
*Faire davantage pression sur les pays riches et développés pour qu'ils fournissent des ressources afin d'aider les [citoyens du pays] qui sont touchés par le changement climatique ou les modifications des conditions climatiques.*

*Promouvoir l'utilisation de taxis et de bus fonctionnant à l'électricité, même si cela signifie que nous devons payer des tarifs plus élevés.*

*Investir dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité, même si cela en augmente le prix.*

Une autre politique qui bénéficie d'un large soutien public concerne les investissements dans les technologies éoliennes et solaires pour la production d'électricité. En moyenne, sur un sous-ensemble de 33 pays où la question a été posée, plus des deux tiers (69%) des répondants approuvent cette idée, même si elle entraîne une hausse des prix de l'électricité (Figure 28). Le soutien est particulièrement fort au Mali (où 85% des répondants sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »), au Tchad (84%), au Libéria (80%) et aux Comores (80%). Même dans les pays où le soutien est le plus faible, la moitié ou plus des citoyens y sont favorables : Angola (50%), Maurice (51%) et Mozambique (53%).

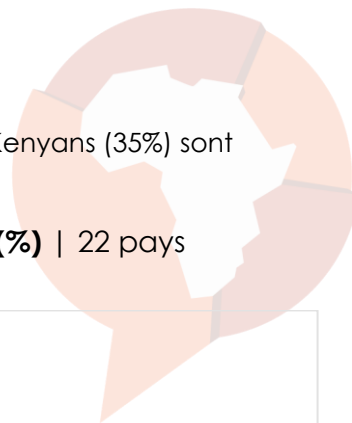
**Figure 28 : Soutien aux investissements dans les technologies éoliennes et solaires pour la production d'électricité | 33 pays | 2024/2025**



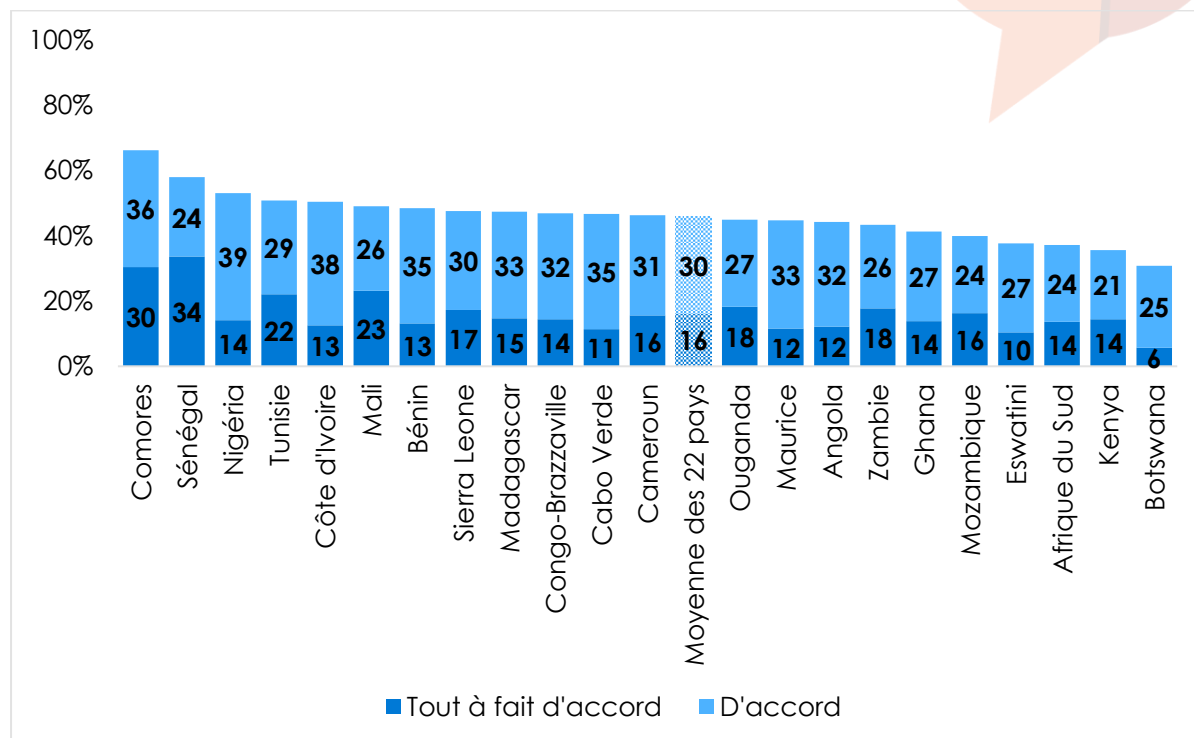
**Question posée aux répondants :** Il existe de nombreuses politiques que notre gouvernement pourrait adopter pour répondre à l'évolution des conditions météorologiques et à la dégradation de l'environnement. Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des options suivantes : Investir dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité, même si cela augmente le prix.

Une autre option pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> consiste à rendre les transports publics électriques. Cependant, à travers les 22 pays où cette question a été posée, moins de la moitié (46%) des citoyens souhaitent que leur gouvernement encourage l'utilisation de taxis ou de bus électriques si cela implique une hausse des tarifs (Figure 29). Les Comores (66%), le Sénégal (58%) et le Nigéria (53%) expriment un soutien relativement fort à ces options de

transport plus propres, mais seul un tiers des Batswana (31%) et des Kenyans (35%) sont d'accord.



**Figure 29 : Soutien à la promotion des taxis et bus électriques (%) | 22 pays**  
| 2024/2025




**Question posée aux répondants :** Il existe de nombreuses politiques que notre gouvernement pourrait adopter pour répondre à l'évolution des conditions météorologiques et à la dégradation de l'environnement. Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des options suivantes : Promouvoir l'utilisation de taxis et de bus fonctionnant à l'électricité, même si cela signifie que nous devons payer des tarifs plus élevés.

Ces résultats démontrent un grand soutien de la population pour certaines mesures climatiques, tout en révélant une sensibilité aux coûts pour d'autres. Les répondants sont majoritairement favorables aux investissements dans les infrastructures pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes et à la pression exercée par les gouvernements sur les pays riches pour obtenir une aide climatique. Ces avis reflètent à la fois des préoccupations pragmatiques en matière de résilience et des attentes en matière de soutien international, même parmi ceux qui ne sont pas informés sur le changement climatique. Cependant, le soutien de la population s'affaiblit considérablement pour les politiques qui entraîneraient une hausse directe des charges domestiques, en particulier celles qui touchent les besoins quotidiens tels que le combustible de cuisson et les transports.

## Conclusion

Les résultats des enquêtes Afrobarometer à travers 38 pays africains dans le cadre du Round 10 révèlent l'ampleur et l'impact du changement climatique sur les citoyens ordinaires et les défis qu'il pose à leurs gouvernements.

Six Africains sur 10 déclarent qu'eux-mêmes ou leur famille ont dû modifier leur mode de vie pour s'adapter aux conditions météorologiques changeantes, ce qui a eu des répercussions sur un large éventail d'activités, depuis l'approvisionnement en eau jusqu'aux cultures et à l'alimentation, en passant par le lieu de résidence.



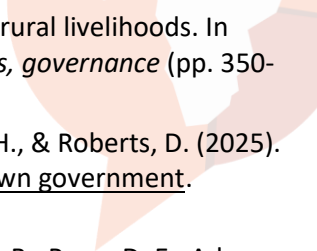
Cependant, seuls environ quatre Africains sur 10 sont informés sur le changement climatique, c'est-à-dire qu'ils en sont conscients et comprennent qu'il est dû à l'activité humaine. Cette compréhension s'est avérée utile pour aider les gens à dépasser les adaptations à court terme et à soutenir des réponses transformatrices au changement climatique (Agrawal & Perrin, 2009).

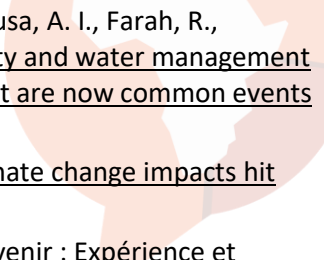
En effet, parmi les Africains informés sur le changement climatique, l'appel à l'action est clair et net. La plupart souhaitent que leur gouvernement prenne des mesures urgentes en faveur du climat, notamment en investissant dans les infrastructures et les énergies alternatives. Mais une majorité encore plus importante de ces répondants exigent que les pays riches et développés agissent, notamment en apportant une aide climatique aux nations les plus pauvres. Si les Africains attribuent le plus souvent la responsabilité première de l'action climatique à leur gouvernement national, on observe depuis quelques années un changement notable dans leur perception, qui tend désormais à tenir les nations riches responsables de leur contribution à la crise climatique.

Les résultats mitigés quant au soutien aux politiques de lutte contre le changement climatique suggèrent que les stratégies efficaces en Afrique devront trouver un équilibre entre les objectifs environnementaux et les préoccupations financières, en veillant à ce que la transition vers des technologies plus propres n'impose pas de charges financières excessives à des populations déjà confrontées à des difficultés économiques. Cela est particulièrement important du point de vue de l'équité, car les Africains sont appelés à supporter les coûts d'une crise qu'ils ont peu contribué à créer.

Ces informations peuvent aider les décideurs politiques et les activistes à concevoir des interventions ciblées visant à renforcer la volonté politique nécessaire pour une action climatique juste. En définitive, ils soulignent la nécessité de poursuivre les efforts visant à améliorer la connaissance du changement climatique, à donner aux communautés les moyens de s'adapter et à promouvoir la collaboration internationale afin d'assurer un avenir résilient et durable pour le continent et le monde entier.

## Références

- 
- Agrawal, A., & Perrin, N. (2009). Climate adaptation, local institutions and rural livelihoods. In I. Lorenzoni et al. (Eds.), *Adapting to climate change: Thresholds, values, governance* (pp. 350-367). Cambridge University Press.
- Andrews, T. M., Simpson, N. P., Krönke, M., Schwarz-Meyer, A., Trisos, C. H., & Roberts, D. (2025). Most Africans place primary responsibility for climate action on their own government. *Communications Earth & Environment*, 6(260).
- Barnes, C., Otto, F. E., Clarke, B., Pinto, I., Guigma, K., Savadogo, I. S., Dara, B., Poan, D. E., Adama, G., Sankara, T. B., Nakoulma, G., Konate, S., Vahlberg, M., Sivanu, S., Singh, R., Arrighi, J., Zachariah, M., Heinrich, D., Harrington, L., & Sengupta, S. (2024). Extreme Sahel heatwave that hit highly vulnerable population at the end of Ramadan would not have occurred without climate change.
- Chime, V. (2025). Second Africa climate summit seeks to jump hurdles to green industrialisation. Climate Home News. 8 septembre.
- Climate Investment Funds. (2025). Power moves: South Africa sets the pace in renewable energy battery storage. 13 janvier.
- Dolphin, G. (2025). Trump 2.0: US climate policy in retreat. *Oxford Economics*.
- FSD Africa. (2024). New report finds that climate financing to Africa grew by 48% to US\$44bn in 2021/2022 but still only a quarter of what is required to realise its 2030 goals. News release. 24 octobre.
- Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. (2023a). Urgent climate action can secure a liveable future for all.
- Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. (2023b). Sixth assessment report: Regional fact sheet – Africa.
- Javeline, D., Wengle, S., Anisimov, O., Azarova, A., Banin, V., Crowfoot, G., Crowley, C., Dibrova, A., Golovin, Y., Henry, L.A., Jaeger, A., Khrushcheva, K., Kostenko, V., Laruelle, M., Martus, R., Nikulina, N., Smyth, R., Tahvanainen, S., Treyger, E., & Yakovleva, O. (2024). Russia in a changing climate. *WIREs Climate Change*, 15(2), e872.
- Kimeu, C. (2023). African leaders at odds over climate plans as crucial Nairobi summit opens. Guardian. 4 September.
- Lemarpe, S. E., Musafiri, C. M., Kiboi, M. N., Ng'etich, O. K., Macharia, J. M., Shisanya, C. A., Kibet, E., Zeila, A., Mutuo, P., & Ngetich, F. K. (2023). Smallholder cropping systems contribute limited greenhouse gas fluxes in upper Eastern Kenya. *Nature-Based Solutions*, 4.
- Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- NASA. (2024). The effects of climate change.
- Nations Unies. (2015). Transforming our world: The 2030 agenda for sustainable development.
- Notre Dame Global Adaptation Initiative. (2025). Notre Dame global adaptation initiative rankings.
- Ntodwa, E. (2025). Too poor to go green? How lived poverty blocks climate action in Africa. Document de Politique No. 94 d'Afrobarometer.
- Our World in Data. (2025). CO<sub>2</sub> emissions per capita, 2023.
- Oyewole, B. (2022). Boosting smallholder farmers' productivity to feed Africa against the looming food crisis. Keynote address at African Development Bank Virtual Evaluation Week, 28-29 septembre.

- 
- Pinto, I., Clarke, B., Philip, S., Kew, S., Vahlberg, M., Horne, Z., Singh, R., Musa, A. I., Farah, R., Mostafa, A. N., Otto, F., Barnes, C., & Kimutai, J. (2024). Conflict, poverty and water management issues exposing vulnerable communities in Africa to extreme floods that are now common events because of climate change.
- Organisation Météorologique Mondiale. (2025). Extreme weather and climate change impacts hit Africa hard.
- Selormey, E. E., Dome, M. Z., Osse, L., & Logan, C. (2019). Changements à venir : Expérience et connaissance des changements climatiques en Afrique. Document de Politique No. 60 d'Afrobarometer.
- Simpson, N. P. (2024). Scaling climate change literacy in Africa. African Climate Wire. 24 mai.
- Simpson, N. P., Andrews, T. M., Krönke, M., Lennard, C. Odoulami, R. C., Ouwneel, B., Steynor, A., & Trisos, C. H. (2021). Climate change literacy in Africa. *Nature Climate Change*, 11, 937-944.
- Torsu, A. K., & Krönke, M. (2023). Alors que les changements climatiques aggravent leurs conditions de vie, les Africains attendent des parties prenantes qu'ils intensifient leurs efforts. Dépêche No. 717 d'Afrobarometer.

## Annexe



**Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain des rounds 10 et précédents d'Afrobarometer**

Pays	Travaux de terrain du Round 10	Précédents rounds d'enquêtes
<b>Afrique du Sud</b>	Juin-août 2025	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021, 2022
<b>Angola</b>	Mars-avril 2024	2019, 2022
<b>Bénin</b>	Jan.-fév. 2024	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020, 2022
<b>Botswana</b>	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
<b>Burkina Faso</b>	N/A	2008, 2012, 2015, 2017, 2019, 2022
<b>Cabo Verde</b>	Août-sept. 2024	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019, 2022
<b>Cameroun</b>	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
<b>Comores</b>	Mai-juin 2025	N/A
<b>Congo-Brazzaville</b>	Sept.-oct. 2024	2023
<b>Côte d'Ivoire</b>	Jan. 2024	2013, 2014, 2017, 2019, 2021
<b>Eswatini</b>	Avril-mai 2025	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
<b>Ethiopie</b>	N/A	2013, 2020, 2023
<b>Gabon</b>	Avril-mai 2024	2015, 2017, 2020, 2021
<b>Gambie, La</b>	Avril-mai 2024	2018, 2021, 2022
<b>Ghana</b>	Août 2024	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
<b>Guinée</b>	Mai-juin 2024	2013, 2015, 2017, 2019, 2022
<b>Guinée-Bissau</b>	Juil.-sept. 2025	N/A
<b>Kenya</b>	Avril-mai 2024	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019, 2021
<b>Lesotho</b>	Mars 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020, 2022
<b>Libéria</b>	Juil.-août 2024	2008, 2012, 2015, 2018, 2020, 2022
<b>Madagascar</b>	Oct.-nov. 2024	2005, 2008, 2013, 2015, 2018, 2022
<b>Malawi</b>	Août 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
<b>Mali</b>	Oct.-nov. 2024	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
<b>Maroc</b>	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
<b>Maurice</b>	Avril-mai 2024	2012, 2014, 2017, 2020, 2022
<b>Mauritanie</b>	Déc. 2024-jan. 2025	2022
<b>Mozambique</b>	Juil-sept. 2025	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021, 2022
<b>Namibie</b>	Mars 2024	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2021
<b>Niger</b>	N/A	2013, 2015, 2018, 2020, 2021
<b>Nigéria</b>	Juin-juil. 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020, 2022
<b>Ouganda</b>	Jan.-fév. 2024	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019, 2022
<b>São Tomé et Príncipe</b>	Sept.-nov. 2024	2015, 2018, 2022
<b>Sénégal</b>	Fév.-mars 2025	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021, 2022
<b>Seychelles</b>	Août 2024	2022
<b>Sierra Leone</b>	Mars-avril 2025	2012, 2015, 2018, 2020, 2022
<b>Soudan</b>	N/A	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
<b>Tanzanie</b>	Juin-juil. 2024	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022
<b>Tchad</b>	Fév.-avril 2025	N/A
<b>Togo</b>	Juil. 2024	2012, 2014, 2017, 2021, 2022
<b>Tunisie</b>	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2020, 2022
<b>Zambie</b>	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
<b>Zimbabwe</b>	Juin 2024	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022

**Tableau A.2 : Conscience, causes et connaissances du changement climatique**  
 | 29 pays | 2016-2025

Pays	Conscience		Dû à l'activité humaine		Connaissance du changement climatique	
	2016/2018	2024/2025	2016/2018	2024/2025	2016/2018	2024/2025
Afrique du Sud	31%	38%	67%	69%	29%	32%
Bénin	61%	46%	74%	75%	45%	34%
Botswana	51%	42%	67%	65%	33%	27%
Cabo Verde	71%	76%	63%	77%	45%	58%
Cameroun	72%	56%	69%	78%	50%	44%
Côte d'Ivoire	54%	57%	71%	81%	38%	47%
Gabon	55%	47%	85%	77%	39%	34%
Gambie, La	72%	79%	65%	79%	61%	61%
Ghana	60%	68%	69%	76%	39%	54%
Guinée	52%	46%	83%	86%	35%	35%
Kenya	59%	64%	73%	82%	49%	55%
Lesotho	65%	61%	67%	61%	46%	50%
Libéria	44%	54%	56%	78%	29%	33%
Madagascar	54%	68%	83%	88%	30%	53%
Malawi	78%	77%	75%	83%	45%	63%
Mali	64%	63%	56%	69%	59%	64%
Maroc	54%	67%	80%	81%	67%	66%
Maurice	83%	83%	81%	79%	36%	44%
Mozambique	52%	47%	47%	65%	43%	54%
Namibie	52%	47%	54%	64%	24%	30%
Nigéria	50%	27%	61%	72%	28%	30%
Ouganda	54%	59%	79%	83%	23%	25%
São Tomé et Príncipe	56%	53%	72%	78%	31%	19%
Sénégal	41%	36%	57%	76%	48%	39%
Sierra Leone	41%	61%	72%	88%	32%	40%
Tanzanie	55%	49%	89%	81%	28%	42%
Togo	33%	37%	79%	78%	28%	30%
Tunisie	78%	66%	70%	67%	44%	38%
Zambie	73%	56%	68%	74%	62%	55%
Moyenne de 29 pays	57%	56%	70%	77%	40%	43%

Tableau A.3 : Impacts du changement climatique | 38 pays | 2024/2025

	Aggravation des			Le changement climatique rend la vie quelque peu ou beaucoup plus difficile
	Sécheresses	Mauvaises récoltes	Inondations	
Afrique du Sud	21%	25%	34%	79%
Angola	49%	45%	50%	70%
Bénin	56%	67%	45%	84%
Botswana	70%	79%	7%	89%
Cabo Verde	71%	64%	32%	87%
Cameroun	59%	57%	39%	78%
Comores	48%	48%	39%	62%
Congo-Brazzaville	32%	39%	51%	80%
Côte d'Ivoire	47%	56%	28%	80%
Eswatini	48%	59%	33%	90%
Gabon	41%	39%	53%	90%
Gambie, La	32%	36%	49%	69%
Ghana	30%	32%	22%	73%
Guinée	71%	53%	42%	89%
Guinée-Bissau	35%	39%	41%	48%
Kenya	42%	48%	39%	71%
Lesotho	91%	87%	50%	94%
Libéria	38%	31%	38%	73%
Madagascar	80%	77%	46%	89%
Malawi	77%	86%	44%	87%
Mali	47%	39%	48%	81%
Maroc	86%	65%	11%	78%
Maurice	46%	68%	90%	95%
Mauritanie	33%	17%	18%	70%
Mozambique	51%	51%	38%	70%
Namibie	66%	58%	20%	71%
Nigéria	28%	30%	32%	78%
Ouganda	53%	70%	32%	77%
São Tomé et Príncipe	38%	28%	29%	67%
Sénégal	33%	46%	39%	71%
Seychelles	24%	19%	21%	79%
Sierra Leone	32%	28%	20%	76%
Tanzanie	18%	30%	28%	82%
Tchad	48%	50%	52%	87%
Togo	49%	45%	38%	87%
Tunisie	77%	54%	10%	80%
Zambie	82%	85%	20%	93%
Zimbabwe	94%	95%	12%	93%
<b>Moyenne de 38 pays</b>	<b>51%</b>	<b>51%</b>	<b>35%</b>	<b>80%</b>

**Tableau A.4 : Effets marginaux de l'estimation du modèle probit**

	Modification de la consommation d'eau	Modification du travail à l'extérieur	Déménagement	Modification des cultures	Modification de l'élevage
Hommes	0,00680	0,0178***	0,0171***	0,0155***	0,0350***
Primaire	-0,00260	-0,00672	-0,0209***	0,0357***	-0,0160***
Secondaire	-0,00914	-0,0246***	-0,0290***	0,0143**	-0,0414***
Post-secondaire	-0,0139*	-0,0280***	-0,0359***	0,00827	-0,0454***
36-45 ans	-0,00784	-0,0141***	-0,0337***	-0,0160***	-0,0166***
46-55 ans	-0,00543	-0,0195***	-0,0536***	-0,00823	-0,0181***
56 ans et plus	0,00285	-0,0174***	-0,0869***	-0,0191***	-0,0239***
Rural	0,0330***	0,0420***	-0,0179***	0,117***	0,114***
Exposition à l'actualité	0,0714***	0,0669***	0,0158***	0,0436***	0,0590***
Connaissance du changement climatique	0,0506***	0,0594***	0,0151***	0,0732***	0,0517***
Travailleurs agricoles	-0,0162***	-0,00119	-0,00456	0,0620***	0,0282***
Pauvreté vécue basse	0,0607***	0,0664***	0,0527***	0,0744***	0,0602***
Pauvreté vécue modérée	0,1000***	0,105***	0,0954***	0,121***	0,0891***
Pauvreté vécue élevée	0,163***	0,151***	0,132***	0,146***	0,117***
<i>N</i>	50,139	50,139	50,139	50,139	50,139

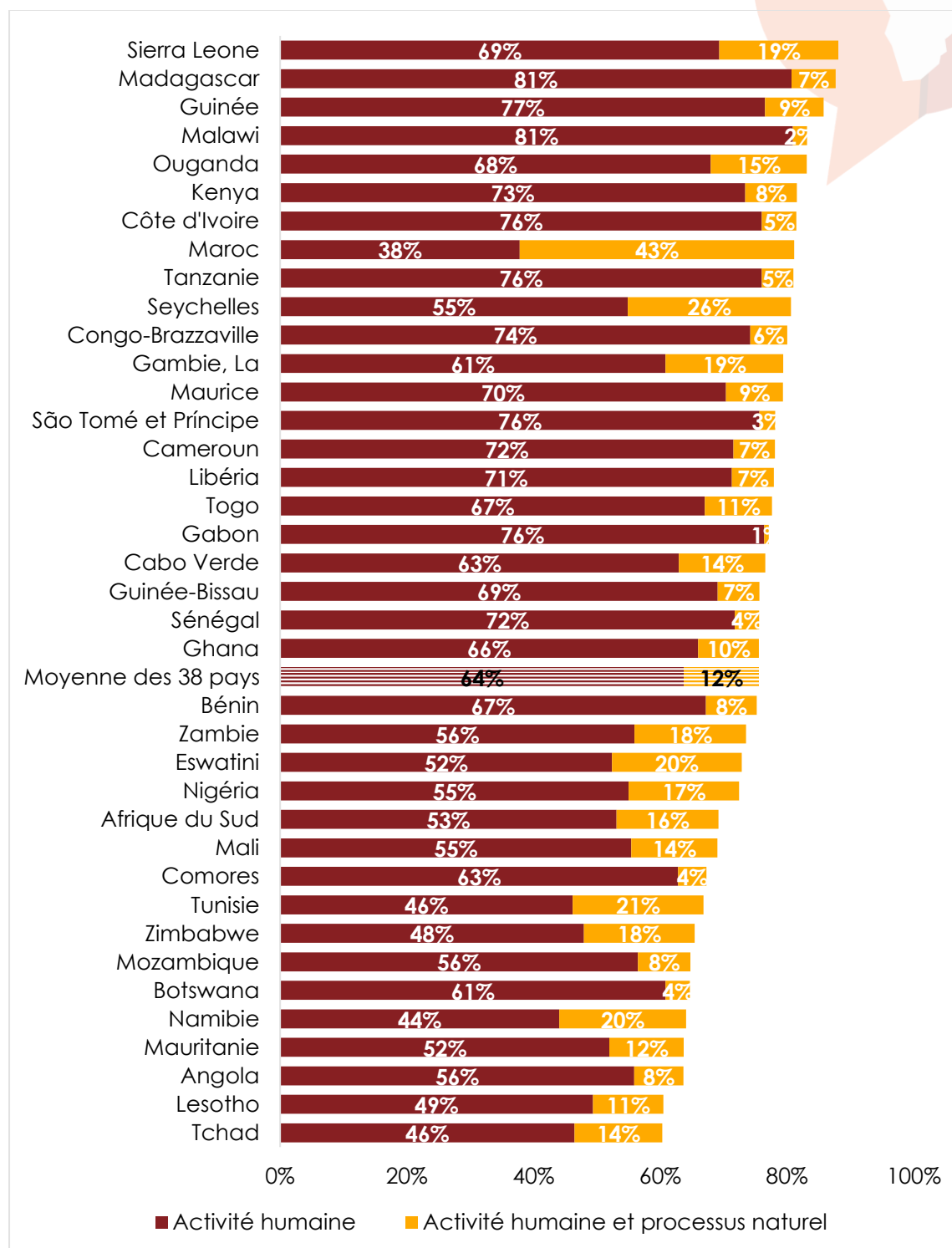
\*  $p < 0.10$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*\*\*  $p < 0.01$

**Tableau A.5 : Effets marginaux sur l'adaptation au changement climatique**

Modèle de régression de Poisson à inflation zéro	
Hommes	0,0865*** (0,01)
Primaire	-0,00440 (0,02)
Secondaire	-0,0828*** (0,02)
Supérieur	-0,105*** (0,02)
36-45 ans	-0,0790*** (0,01)
46-55 ans	-0,0945*** (0,02)
56 ans et plus	-0,142*** (0,02)
Rural	0,287*** (0,01)
Exposition à l'actualité	0,262*** (0,02)
Connaissance du changement climatique	0,249*** (0,01)
Travailleurs agricoles	0,0767*** (0,02)
Pauvreté vécue basse	0,307*** (0,02)
Pauvreté vécue modérée	0,503*** (0,02)
Pauvreté vécue élevée	0,703*** (0,02)
<i>N</i>	50,139

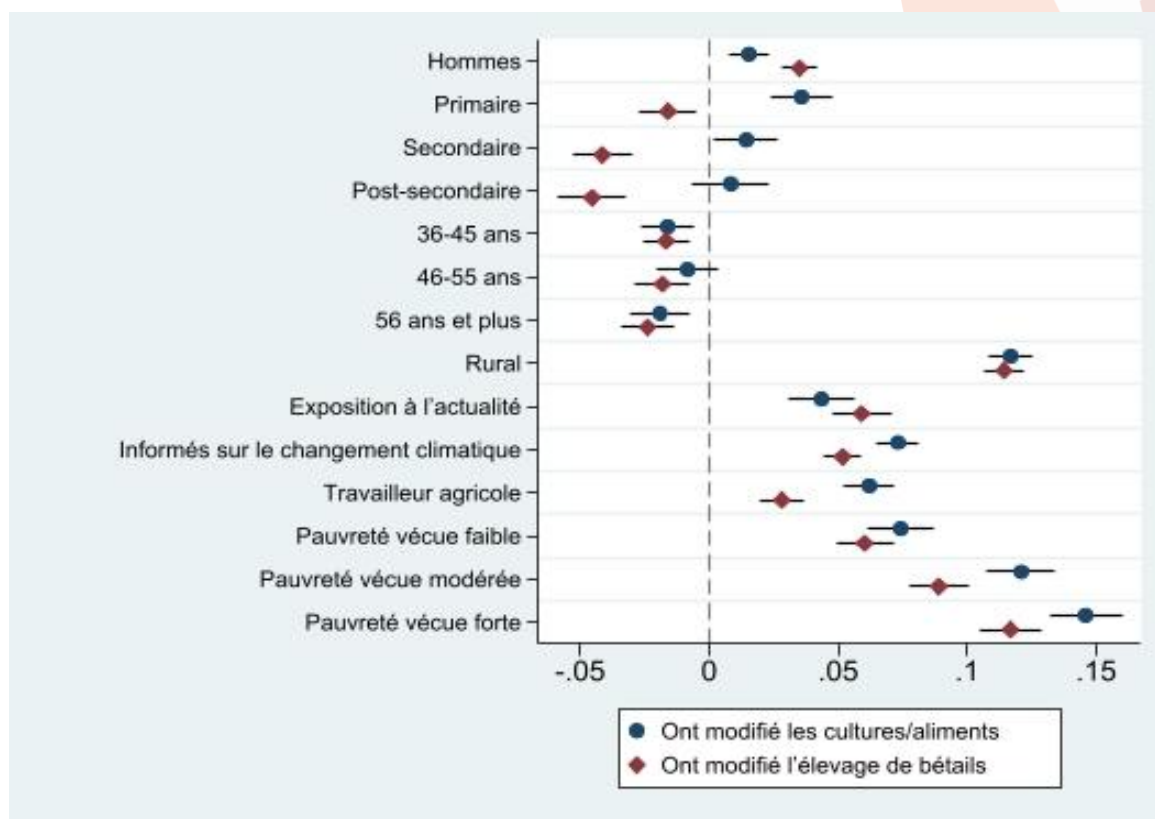
Standard errors in parentheses; \*  $p < 0.10$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*\*\*  $p < 0.01$

**Figure A.1 : Le changement climatique est causé par l'activité humaine | 38 pays**  
| 2024/2025

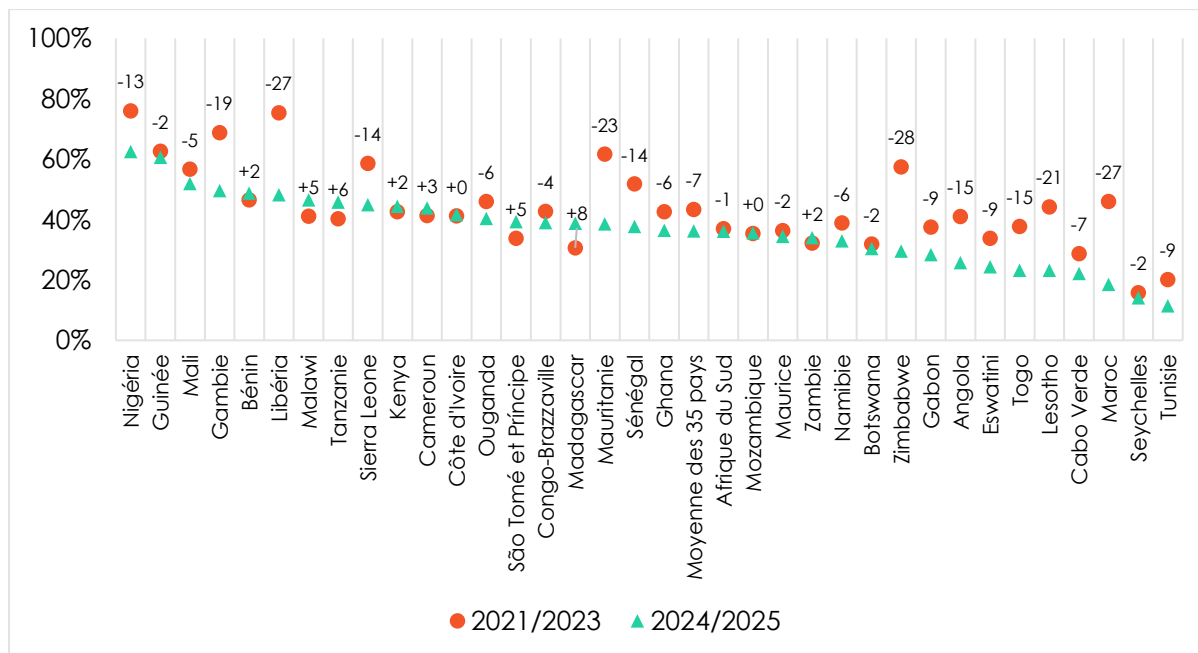


**Question posée aux répondants qui sont conscients du changement climatique :** Les gens ont différentes opinions de ce qui est à la base du changement climatique. Et selon vous, laquelle des choses suivantes est la principale cause du changement climatique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu pour vous prononcer ? L'activité humaine, comme l'abattage des forêts, ou la combustion de carburants et d'autres activités qui polluent l'atmosphère ? Les phénomènes météorologiques naturels ou les processus naturels ?

**Figure A.2 : Effets marginaux sur l'évolution des cultures/aliments ou de l'élevage de bétails**



**Figure A.3 : Le gouvernement du pays est le premier responsable de la lutte contre le changement climatique** | répondants conscients du changement climatique | 35 pays | 2021-2025



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler du changement climatique :** A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité première d'essayer de limiter le changement climatique et de réduire son impact ? (% qui disent « le gouvernement du pays ») (Les répondants qui ne sont pas conscients du changement climatique sont exclus.)



**Edson Ntodwa** est associé principal de recherche à l'Institute of Public Opinion and Research, (IPOR) au Malawi, et assistant de recherche à Afrobarometer.

**Rorisang Lekalake** est analyste/méthodologue principal à Afrobarometer.

**Matthias Krönke** est professeur à l'Université de Reading et chercheur à Afrobarometer.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux environ est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University et University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Commission de l'Union Européenne, du groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherche sur le Développement International (CRDI), de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, et le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) avec le soutien de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)).

Pour plus d'informations, rendez-vous sur [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfr.



**Couverture** : Adapté d'une photographie de [Jeff Ackley](#) sur [Unsplash](#)

Contact:  
[entodwa@afrobarometer.org](mailto:entodwa@afrobarometer.org)  
[rlekalake@afrobarometer.org](mailto:rlekalake@afrobarometer.org)  
[mkroenke@afrobarometer.org](mailto:mkroenke@afrobarometer.org)